

CONCLAVE

Organisé par EUROPANOVA



EUROPE 2040:

DEMAIN

Co-construire une puissance
globale, durable et responsable.

17 questions fondamentales

SE JOUE DÈS

AUJOURD'HUI

Rapport établi à partir des échanges entre les participants du premier Conclave européen
et approuvé par le Board du Conclave.

**Piero BENASSI, Jean-Pierre BOURGUIGNON, Étienne DAVIGNON, Philippe ÉTIENNE, Aart de GEUS, Peter GRK,
Guillaume KLOSSA, Maria JOÃO RODRIGUES, Grégoire ROOS, Daniela SCHWARZER, Erika STAËL von
HOLSTEIN, Loukas TSOUKALIS, António VITORINO**

Mars 2024

europanova.eu

contact: Isabelle Négrier
Directrice générale d' EuropaNova

Isabelle.negrier@europanova.eu - Tel : 06 22 75 55 48

CONCLAVE

Organisé par EUROPANOVA



EUROPE 2040: DEMAIN Co-construire une puissance globale, durable et responsable. 17 questions fondamentales SE JOUE DÈS AUJOURD'HUI

Rapport établi à partir des échanges entre les participants du premier Conclave européen et approuvé par le Board du Conclave.

Piero BENASSI, Jean-Pierre BOURGUIGNON, Étienne DAVIGNON, Philippe ÉTIENNE, Aart de GEUS, Peter GRK, Guillaume KLOSSA, Maria JOÃO RODRIGUES, Grégoire ROOS, Daniela SCHWARZER, Erika STAËL von HOLSTEIN, Loukas TSOUKALIS, António VITORINO

Mars 2024

Ce rapport est approuvé et rédigé collectivement par et sous la supervision du Board du Conclave :

Piero BENASSI,

Ambassadeur d'Italie, Représentant permanent auprès de l'UE (2021-2023),

Jean-Pierre BOURGUIGNON,

Mathématicien, ancien Président du Conseil européen de la recherche, Membre de l'Academia Europaea,

Étienne DAVIGNON,

ancien Vice-président de la Commission européenne,

Philippe ÉTIENNE,

Ambassadeur de France, ancien Conseiller diplomatique du Président de la République, Président de la Mission du 80^{ème} anniversaire de la libération de la France,

Aart de GEUS,

ancien Ministre des Affaires sociales des Pays-Bas et Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Peter GRK,

Diplomate, Secrétaire général du Forum stratégique de Bled,

Guillaume KLOSSA,

Essayiste, Président d'EuropaNova, Président de T-life, ancien conseiller spécial chargé de l'intelligence artificielle et de la régulation des plateformes du Vice-Président de la Commission européenne, initiateur et président du Board du Conclave,

Maria JOÃO RODRIGUES,

ancienne Ministre de l'emploi du Portugal et députée européenne, Négociatrice finale de la stratégie de Lisbonne, du traité de Lisbonne et du socle européen des droits sociaux,

Grégoire ROOS,

Responsable du dialogue politique et de l'innovation politique, Fondation BMW,

Daniela SCHWARZER,

Politologue, Membre du conseil d'administration de la Fondation Bertelsmann,

Erika STAËL von HOLSTEIN,

Directrice générale de Re-Imagine Europa,

Loukas TSOUKALIS,

Président d'ELIAMEP Athènes, Professeur à Sciences Po Paris,

António VITORINO,

ancien Commissaire européen et ancien Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations.

Comité de rédaction du rapport : Guillaume KLOSSA, coordinateur du rapport, Loukas TSOUKALIS pour la géopolitique, Jean-Pierre BOURGUIGNON pour la science et la technologie, Maria JOÃO RODRIGUES pour le modèle social et Daniela SCHWARZER pour la démocratie, soutenu par Aart de GEUS, Yves BERTONCINI, premier rédacteur du rapport et Catherine FIESCHI, rédactrice du rapport.

Le Board du Conclave est assisté par :

Isabelle NÉGRIER,
Directrice générale d'EuropaNova,

Yves BERTONCINI,
Directeur du Programme Conclave,

Julien ANFRUNS,
rapporteur du Conclave,

Vivek BADRINATH,
rapporteur du Conclave,

Caterina BERARDI,
rapporteur du Conclave,

Gilbert BOURSEUL,
coordonnateur des opérations,

João CARLOS NUNES,
rapporteur du Conclave

Laura DE ALMEIDA,
cheffe de projet Conclave,

Catherine FIESCHI,
rédactrice du rapport,

Victor GOUT,
chef de projet Conclave,

Matej GREGOREC,
rapporteur du Conclave,

Bruno MACHIELS,
conseiller en méthodologie du Conclave,

Neža REPŠE,
rapporteur du Conclave,

Urška VOLK-KOVAČIČ,
rapporteur du Conclave.



Publié par **EUROPANOVA**,
organisateur de la première édition du Conclave

64 bis avenue de New York, 75016 Paris, France
Think-tank reconnu au service de l'intérêt général européen
isabelle.negrier@europanova.eu
<https://europanova.eu>

Le rapport est établi à partir des discussions qui se sont tenues lors du premier Conclave Européen

CONCLAVE

organisé à Cascais,
Portugal, du
24/26
Novembre 2023



CONCLAVE

Organisé par EUROPA NOVA

17 questions fondamentales auxquelles les Européens doivent répondre pour rester pertinents

AVANT-PROPOS	i
SYNTHÈSE : UNE VISION POUR L'EUROPE DE 2040	ii
1. CO-CONSTRUIRE UNE PUISSANCE GÉOPOLITIQUE	iii
2. CO-CONSTRUIRE UNE PUISSANCE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	iv
3. CO-CONSTRUIRE UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET ÉQUITABLE	v
4. CO-CONSTRUIRE UNE PUISSANCE DÉMOCRATIQUE	vi
INTRODUCTION: DANS UN MONDE EN RAPIDE ÉVOLUTION, L'UNION EUROPÉENNE DOIT SE TRANSFORMER, SE DÉVELOPPER ET ACCÉLÉRER	16
CO-CONSTRUIRE UNE PUISSANCE GÉOPOLITIQUE	16
I. CONSTRUIRE LES NOUVEAUX BIENS PUBLICS EUROPÉENS	18
QUESTION 1: SOUTENIR L'ÉLARGISSEMENT ET L'APPROFONDISSEMENT DES RELATIONS AVEC NOS VOISINS TOUT EN RENFORÇANT LA COHÉSION ET LA FLEXIBILITÉ DE L'UE	18
QUESTION 2: ENCOURAGER LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE GESTION DES PERSONNES : DÉMOGRAPHIE, IMMIGRATION ET INTÉGRATION	20
QUESTION 3: SE PRÉPARER À L'AFFAIBLISSEMENT DE L'ENGAGEMENT AMÉRICAIN EN EUROPE	22
QUESTION 4: CONSTRUIRE UNE DÉFENSE EUROPÉENNE BEAUCOUP PLUS FORTE	24
QUESTION 5: CO-CRÉER LES FONDEMENTS D'UN MULTILATÉRALISME RENOUVELÉ	26
II. CO-CONSTRUIRE UNE PUISSANCE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	28
QUESTION 6: PROMOUVOIR UNE POLITIQUE PUBLIQUE DE CONTINUUM SCIENTIFIQUE, TECHNOLOGIQUE ET INDUSTRIEL :	28
QUESTION 7: DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE DE PLATEFORME NUMÉRIQUE POUR EXPLOITER NOTRE POTENTIEL EN MATIÈRE D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET DE QUANTIQUE	30
QUESTION 8: METTRE LA R&D EUROPÉENNE AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE	32
QUESTION 9: DEVENIR LEADER DANS LA SANTÉ ET FOURNIR DES SOINS DE HAUTE QUALITÉ POUR TOUS	34

III. CO-CONSTRUIRE UN MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET ÉQUITABLE	36
QUESTION 10 : ADOPTER UNE MÉTHODE INCLUSIVE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE D'ICI 2040 ET PRÉPARER CEUX DE 2040-2050	23
QUESTION 11 : PRÉSERVER ET DÉVELOPPER LES DROITS, LA PROTECTION SOCIALE ET LE BIEN-ÊTRE DES CITOYENS EUROPÉENS	38
QUESTION 12 : RÉALISER LES INVESTISSEMENTS ET LES TRANSFERTS NÉCESSAIRES AU BIEN-ÊTRE DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES	40
QUESTION 13 : INVESTIR NOTRE ARGENT LÀ OÙ SONT NOS PRIORITÉS	42
IV. CO-CONSTRUIRE UN POUVOIR DÉMOCRATIQUE	44
QUESTION 14 : PRÉSERVER ET RENFORCER LE RÔLE ET LA QUALITÉ DU PLURALISME MÉDIATIQUE ET DE L'ÉTAT DE DROIT	44
QUESTION 15 : CONSOLIDER LES FONDEMENTS DE LA DÉMOCRATIE EUROPÉENNE PAR L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LA SCIENCE	46
QUESTION 16 : BÂTIR UN ESPACE PUBLIC TRANSNATIONAL, MULTILINGUE, REPRÉSENTATIF ET PARTICIPATIF	48
QUESTION 17 : DOTER L'UE DE CAPACITÉS DE PRISE DE DÉCISIONS ET D'EXÉCUTION EFFICACES	50
UN PREMIER MOMENT DÉCISIF : L'AGENDA DES DIRIGEANTS EUROPÉENS, LES PROCHAINES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ET LA PROCHAINE COMMISSION	52
Annexe 1. THE PARTICIPANTS IN THE FIRST CONCLAVE	54
Annexe 2. EUROPEANS FROM THE OUTSIDE IN: SOME TAKE-AWAYS FROM THE CONCLAVE INTERNATIONAL CONFERENCE	57
1. LES PARTICIPANTS AU PREMIER CONCLAVE	58
2. LES EUROPÉENS VUS DE L'EXTÉRIEUR : LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU CONCLAVE	59
Annexe 3. BOARD DU CONCLAVE	60
Annexe 4. BIOGRAPHIES DES PARTICIPANTS	62
Annexe 5. PARTENAIRES DU CONCLAVE	74

Avant-propos

À l'heure des crises multiples et continues, les dirigeants se concentrent sur les urgences. Cela se fait souvent au détriment de la planification à moyen et long terme.

C'est précisément dans ces moments que l'engagement conjoint de la société civile, du monde de l'entreprise, du monde universitaire et des leaders d'opinion est essentiel et que sa valeur ajoutée est indispensable pour identifier et réfléchir aux défis futurs, briser les silos et construire une vision commune de ce qui doit être mis en place. Une réunion cruciale du Conseil européen qui doit fixer les priorités de l'Union européenne pour la période 2024-2029 aura lieu en juin dans la foulée des élections européennes. C'est donc le moment d'apporter aux dirigeants de l'Union européenne et des États membres une contribution à la réflexion sur la manière dont la société européenne imagine son futur.

C'est la volonté de se projeter ensemble dans l'avenir qui a donné à un groupe de leaders d'opinion la motivation de créer le Conclave, une nouvelle agora annuelle transdisciplinaire dédiée au futur de l'Europe. L'objectif du Conclave est de développer une compréhension commune du contexte politique européen et international et de ses dynamiques, ainsi que d'identifier les questions fondamentales que les dirigeants politiques doivent traiter pour que l'Union européenne et ses États membres restent pertinents.

Ce premier Conclave a été accueilli les 24, 25 et 26 novembre derniers par le Président de la République du Portugal, Marcelo Rebelo de Sousa, dans le palais présidentiel de Cascais avec le soutien et la participation du Premier ministre du Portugal, António Costa. Le Conclave a réuni des personnalités politiques, universitaires, scientifiques, intellectuelles, entrepreneuriales, syndicales, artistiques, associatives et bien sûr des citoyens, tous représentant la diversité de l'Union européenne.

Ce rapport est le résultat de cette réunion. Leur message est clair : dans une période de changements tectoniques, l'Union européenne doit opérer une transformation radicale, maximiser son effet d'échelle et se donner les moyens d'accélérer. C'est pourquoi l'UE doit

changer sa façon de fonctionner : elle doit renforcer ses capacités de décision et d'exécution. Une telle transformation peut nécessiter de changer les traités. Toutefois, un tel processus prend du temps et ne doit pas servir d'excuse pour ne pas prendre maintenant les décisions structurantes pour le futur, sachant que les décisions d'aujourd'hui ouvrent la voie à l'Union de 2040. Nous sommes ensemble responsables de notre avenir.

Aujourd'hui, un changement de paradigme et de mentalité est indispensable. L'Union européenne doit oser s'affirmer comme une puissance globale, durable et responsable pour ne pas devenir un observateur déchiré entre d'autres puissances. À cet égard, l'UE doit revoir son modèle pour pouvoir produire les biens communs dont nos concitoyens ont besoin dans des domaines tels que la démocratie, la défense et la sécurité, l'éducation, la science et la technologie, l'environnement, l'énergie, la santé, l'agriculture ou la culture... et qu'aucun des États membres n'a les moyens de produire seul.

Amener l'Europe là où elle doit être sera possible si et seulement si, nous, les citoyens de l'Union européenne, considérons la transformation de l'Union européenne comme la responsabilité de chacun d'entre nous et pas seulement comme celle d'une élite. Nous sommes la clé du succès : il est fondamental que nous engagions nous-mêmes le processus de transformation de l'Union européenne en un pouvoir pleinement multinational et démocratique. Plus que jamais, l'Europe a besoin de la participation active, concrète et continue de ses citoyens.

Il est donc temps d'agir.
Après tout, *“Demain se joue dès aujourd'hui”*.

Guillaume Klossa
Président du Board du CONCLAVE

CONCLAVE

Organisé par EUROPA NOVA

UNE VISION POUR L'EUROPE DE 2040

Les participants au Premier Conclave “*Europe 2040*” (voir Annexe 1) ont discuté du destin collectif des Européens, qui est en jeu dans un monde en rapide évolution. Après avoir écouté des dirigeants du monde extérieur aux points de vue stimulants (voir Annexe 2), ils ont cherché à identifier quels pourraient être les biens publics européens de demain et les moyens de les produire. L'objectif était de concevoir l'Union européenne dont nous avons besoin à court terme et d'ici 2040.

Sur cette base, ils plaident pour une promotion beaucoup plus forte de l'unité, des valeurs et intérêts communs européens par les États membres et les institutions de l'Union. Ils proposent de porter une attention majeure à quatre domaines qui, pendant longtemps, n'étaient pas au cœur des priorités européennes mais devraient désormais structurer l'agenda stratégique : la géopolitique, la science et la technologie, le modèle de développement et la démocratie. Ils concluent que ces quatre domaines, de

plus en plus interdépendants, nécessitent une approche radicalement nouvelle et une ambition beaucoup plus élevée si l'UE et ses États membres veulent rester pertinents pour leurs citoyens. À cet égard, ils identifient dix-sept questions fondamentales auxquelles les Européens doivent répondre dès maintenant pour poser les fondations d'un avenir collectif positif. Ces enjeux sont développés dans le présent rapport.

Plus généralement, ils insistent sur le fait que l'Union européenne doit changer d'état d'esprit pour s'affirmer en tant que puissance mondiale, durable et responsable pour ses citoyens, dotée de capacités de décision et d'exécution considérablement améliorées, ce qui nécessitera inévitablement des changements de traités et un budget à la hauteur.

Cette mutation fondamentale ne peut se produire que si les citoyens sont engagés et se sentent pleinement acteurs de cette aventure démocratique.

1 Co-construire une puissance géopolitique

La guerre est de retour dans notre voisinage immédiat. L'ordre de l'après-guerre froide est mort et enterré. La Russie est une menace directe, tandis que l'investissement des États-Unis en Europe, notre principal allié et protecteur, peut à nouveau décliner. Parallèlement, la Chine entend établir son propre ordre mondial. Pour survivre dans un tel contexte, l'Union européenne et ses États membres doivent s'engager dans une planification stratégique audacieuse et continue leur permettant de mieux anticiper. Cela nécessite de développer une compréhension commune des défis à venir et une vision partagée de l'avenir souhaitable. Adopter cette approche permettra à l'UE de ne plus se considérer comme un acteur ballotté entre les super-puissances. Au contraire, l'UE doit rapidement s'affirmer en tant que puissance systémique et responsable. Cela constituerait une révolution copernicienne pour ses États membres et ses citoyens.

Exporter la "*Pax Europaea*" et la prospérité vers les régions moins stables et moins développées économiquement du continent européen est un investissement crucial dans la sécurité collective et la démocratie. Cependant, il ne peut s'agir que d'une première étape dans un processus flexible et graduel menant à une UE élargie, qui soit aussi une "*construction multi-usages*" flexible. Une construction dans laquelle les pays sont liés par des engagements politiques de base (notamment le respect des quatre libertés et des pratiques démocratiques) tout en participant à des coopérations politiques plus ad hoc (par exemple, dans les domaines de la sécurité et de la défense). Les futurs élargissements devraient non seulement offrir aux nouveaux membres l'opportunité d'intégrer l'acquis de l'UE, mais aussi d'accélérer leur transformation en États et sociétés modernes et efficaces, évitant ainsi de répéter les erreurs des processus d'élargissement passés.

Réconcilier démographie et immigration représente un défi majeur alors que l'Europe vieillit et que sa population va diminuer. L'immigration est essentielle pour soutenir la croissance, compte tenu de la baisse du taux de natalité. Ainsi, un afflux régulier d'immigrants sera nécessaire pour répondre aux besoins de main-d'œuvre et maintenir des sys-

tèmes de sécurité sociale performants. À cet égard, les politiques de migration, d'intégration et les politiques économiques devraient être conçues ensemble et non pas être cloisonnées comme elles le sont aujourd'hui. Cependant, les flux migratoires devront aussi être régulés de manière adéquate par les agences européennes et des mesures d'intégration efficaces devront être mises en œuvre.

La création d'un pilier européen de la défense dans le cadre de l'OTAN constitue une priorité clé pour les Européens et une question de survie collective. Le développement d'une Force de Défense Européenne, grâce à une coopération plus étroite entre nos armées, fondée d'abord sur une culture stratégique commune et une planification renforcée, devrait être accompagné d'un soutien clair et sans équivoque à la construction d'industries de défense multinationales européennes. Ce soutien devrait être basé sur des fonds de défense européens et des programmes, ainsi que sur des politiques conjointes d'achat. La capacité à être en avance sur les nouvelles technologies sera facilitée par la création d'une "*DARPA européenne*" (Agence pour les Projets de Recherche Avancée de la Défense).

Si la rivalité stratégique est devenue une caractéristique déterminante du monde dans lequel nous vivons, les économies ouvertes de l'Europe, combinées à un solide héritage de coopération et de construction de consensus, devraient s'affirmer comme les défenseurs d'un multilatéralisme renouvelé 4.0. Ce multilatéralisme devrait être basé sur des institutions mondiales revitalisées, des règles communes et des objectifs partagés (notamment en matière de changement climatique, de santé et d'intelligence artificielle). Parallèlement, les Européens doivent trouver leur voie entre les États-Unis et la Chine : tenant compte de leurs valeurs, intérêts et alliances, ils doivent développer leurs propres objectifs stratégiques tout en diversifiant leurs réseaux d'amitié dans un monde plus multipolaire. Pour maximiser sa capacité à être entendue par ses partenaires et rivaux et être en mesure d'influencer en profondeur les règles du jeu mondial, l'UE doit également reconquérir un leadership scientifique et technologique.

2 Co-construire une puissance scientifique et technologique

Pour maintenir et renforcer sa compétitivité manufacturière, l'Europe doit de toute urgence mettre en œuvre un "Advanced Manufacturing Plan" permettant un déploiement rapide et à grande échelle des technologies génériques clés existantes, à l'instar de ce que les États-Unis et la Chine ont décidé de faire il y a plus d'une décennie.

Cependant, pour construire le leadership de demain en science et technologie, démontrer l'impact de la science pour les citoyens, regagner en autonomie stratégique et stimuler sa croissance et sa compétitivité, l'Europe doit tirer parti de son échelle. Par conséquent, elle doit accélérer radicalement la mise en œuvre d'un véritable marché unique fonctionnel qui réponde aux besoins des sciences et technologies. Le marché unique doit être rapidement étendu à tous les secteurs stratégiques, y compris le capital-risque, les hautes technologies, le numérique, la défense, la santé et d'autres domaines tournés vers l'avenir. Cette expansion doit être facilitée par un "Code européen du droit des affaires", la suppression des obstacles bureaucratiques qui inhibent l'audace et la rapidité entrepreneuriales, le développement de capacités de financement améliorées et "intelligentes" (y compris via un Fonds de Souveraineté Européen) ainsi que par des politiques multinationales et ambitieuses d'achat public, se concentrant sur des domaines jugés trop risqués pour le secteur privé. La dimension sociale ne doit pas pour autant être négligée car elle conditionne le bon fonctionnement et la cohésion du marché unique sur le long terme. Un tel marché intégré fournira la taille nécessaire pour des percées technologiques et industrielles majeures et permettra aux entreprises innovantes de se projeter naturellement en tant qu'entreprises européennes dès le départ. Combiné à des capacités de planification approfondies, l'achèvement du marché unique donnera aux Européens le pouvoir de réussir ses paris technologiques et industriels et de contribuer à nouveau à la définition de l'agenda mondial de la science et de la technologie du futur.

En termes de méthodologie, l'Europe doit promouvoir une approche de "continuum" depuis la recherche fondamentale jusqu'au déploiement industriel, brisant ainsi tous les silos existants entre la R&D et les politiques industrielles. Cette politique publique de continuum de l'UE assurera une coordination profonde des développements en matière de R&D, d'innovation, de développement des compétences, ainsi qu'en matière de développement des industries et des services. Son impact sera maximisé par la réalisation du marché unique. Après le retard pris dans le développement numérique, le Quantique et l'Intelligence Artificielle représentent des opportunités majeures pour les Européens. Cependant, l'Europe ne peut pas se limiter à une

régulation intelligente dans ces domaines. Des projets "Moonshot" et des actions publiques sont nécessaires pour permettre aux solutions made in Europe de prospérer et de répondre aux besoins concrets des citoyens dans des domaines à fort impact sociétal et stratégique comme la santé, l'information, la sécurité... Le fait que les autorités nationales et publiques ont été beaucoup plus rapides pour identifier les opportunités, soutenir les start-ups et investir adéquatement est prometteur. L'UE doit en faire autant. À l'instar des États-Unis, de la Chine, de l'Inde et des Émirats Arabes-Unis, l'Union européenne doit miser sur le développement de ses propres plateformes systémiques sectorielles qui, seules, peuvent lui permettre de tirer parti du potentiel de l'Intelligence Artificielle et du quantique au profit de son économie et de la société européenne. C'est une condition essentielle pour créer des emplois à haute valeur ajoutée de manière massive et pour établir les conditions fondamentales de notre souveraineté technologique, ouvrant la voie à une souveraineté économique et démocratique durable.

L'Europe doit coupler son avance dans la construction d'une économie à faible émission de carbone avec des outils technologiques et des mesures sociales permettant d'atténuer l'impact de la transition écologique et environnementale sur la vie des citoyens. Cet alignement créera plus d'emplois et d'opportunités grâce à des politiques publiques systémiques favorisant le développement rapide des nouvelles compétences requises pour la transition verte, la production de technologies Made in Europe incorporant les valeurs européennes, ainsi que des plans de déploiement des innovations coordonnés et correctement dimensionnés dans ces domaines.

Les révolutions scientifiques et technologiques actuelles permettent aux Européens de concevoir un système de santé de nouvelle génération plus efficace et efficient offrant une meilleure prévention, ainsi que des diagnostics, pronostics et suivi de bien meilleure qualité pour tous les patients. Cette évolution permettra aux citoyens de gérer leur capital santé et de bénéficier de traitements mieux personnalisés tout en renforçant les capacités d'innovation industrielle et clinique et en permettant aux Européens de renouer avec un leadership industriel dans le domaine de la santé en phase avec la part élevée que la santé et la protection sociale représentent dans le PIB européen. C'est également une condition de survie de nos systèmes de santé.

Dans l'ensemble, pour regagner un leadership scientifique et technologique, l'UE a besoin d'une politique dédiée au développement et à la rétention de ses talents et à l'attraction des meilleurs talents mondiaux.

3 Co-construire un modèle de développement inclusif et équitable

Les Européens font face à des défis communs pressants en matière de défense, de sécurité physique, de cyber-sécurité, de protection de l'environnement, d'énergie, d'agriculture, de technologie numérique, de santé, de bien-être social et de culture. Ces défis exigent le développement de nouvelles compétences partagées entre l'UE et ses États membres. Pour y répondre, nous devons promouvoir un modèle de développement européen renouvelé permettant à l'UE de produire les nouveaux biens publics européens répondant aux attentes des citoyens tout en comblant l'écart existant entre ces attentes constamment croissantes et les moyens légaux, politiques et financiers structurellement insuffisants qui peuvent être mobilisés au niveau national pour atteindre des objectifs stratégiques ambitieux dans tous ces domaines. Cet écart nourrit le populisme et les tentations de repli sur soi. Ce modèle de développement n'implique pas de limiter la croissance économique mais plutôt de poursuivre une voie plus inclusive qui reste compétitive.

Les institutions de l'UE devraient maintenir leur objectif de réduction des émissions de carbone de 90 % d'ici 2040 et établir des plans de décarbonisation plus précis et ambitieux pour tous les secteurs (transport, agriculture, logement, énergie, ...). Cet effort sera nettement plus exigeant que celui requis pour 2030. Pour réussir, un tel processus nécessite une approche radicalement nouvelle et bien plus inclusive mobilisant tous les acteurs et favorisant l'appropriation par les parties prenantes. Ce Green Deal révisé devrait également être coordonné avec le pilier social européen pour engager tous les citoyens dans l'énorme effort requis pour atteindre les objectifs visés qui sont très ambitieux.

En plus des efforts réglementaires dans le secteur numérique, les Européens doivent mettre en œuvre une stratégie d'infrastructures numériques à l'échelle de l'UE en créant de nouvelles plateformes alignées sur leurs préférences, capables de fournir ou de soutenir la production de nouveaux biens et services publics pour les citoyens. Développer les droits des citoyens européens et les

systèmes de protection sociale adéquats dans nos sociétés vieillissantes devrait conduire à investir massivement dans les activités de soins. Cet investissement devra être considéré comme une nouvelle composante du pilier social européen.

Des plateformes européennes d'achat public permettant l'achat conjoint de vaccins, de diagnostics médicaux, de gaz et de matières premières critiques devraient être créées. Les Européens devraient également financer une nouvelle génération de réseaux transeuropéens, en particulier un réseau électrique européen maximisant l'utilisation de toutes les sources d'énergie à faible émission de carbone disponibles. Ces développements doivent aller de pair avec un réseau ferroviaire de fret européen, une infrastructure publique numérique européenne permettant un meilleur accès à la santé et à l'éducation et des services de cloud européens pour les PME.

Pour financer ces biens communs, des augmentations importantes des dépenses et des investissements européens sont nécessaires potentiellement au-delà des limites strictes du Pacte de stabilité et de croissance. De nouveaux outils de financement sont à développer comme un système permanent de réassurance-chômage financé par le budget de l'UE, s'appuyant sur l'expérience du "Soutien temporaire pour atténuer les risques de chômage en cas d'urgence" (SURE) mis en place pendant la pandémie de Covid-19, ou un "*Fonds de Souveraineté Européen*" favorisant les transitions environnementale et numérique et le développement d'industries de défense multinationales. Pour atteindre ces objectifs, les budgets de l'UE et nationaux devraient être abondés par de nouvelles sources de revenus, ne se limitant pas à la taxation du travail et de la consommation, mais intégrant d'autres sources de valeur ajoutée notamment dans le secteur numérique et une large gamme d'émissions de carbone. L'émission d'obligations européennes par un trésor européen doit également devenir une option régulière plutôt qu'une exception ad hoc, servant un plan massif d'investissement "*Next Century EU*".

4 Co-construire une puissance démocratique

Le renforcement nécessaire des pouvoirs de l'UE doit reposer sur une implication accrue et une participation directe et continue des citoyens à son fonctionnement, ainsi que sur des mécanismes démocratiques renforcés aux niveaux locaux, nationaux et européens. L'UE a l'opportunité de se positionner comme un acteur de premier plan dans la promotion d'une démocratie centrée sur les citoyens et de reprendre la main en matière d'exemplarité démocratique.

La démocratie libérale a besoin de et repose sur une société informée dotée de solides compétences en matière d'esprit critique et des mécanismes garantissant une balance effective des pouvoirs. Les Européens doivent se donner les moyens de garantir l'indépendance effective des médias et leur pluralisme, ainsi que l'indépendance judiciaire dans les États membres de l'UE et dans les pays candidats. Dans cette perspective, une nouvelle étape en matière de régulation des plateformes systémiques et des réseaux sociaux et des efforts continus pour lutter contre les campagnes agressives de désinformation sont nécessaires. Au-delà de l'éducation aux médias, l'éducation à l'information devrait être enseignée à tous les citoyens européens dès la maternelle. L'éducation civique européenne, les humanités et les matières STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) doivent également être accessibles à tous les citoyens tout au long de leur vie. Cet accès devrait être facilité en particulier, mais pas uniquement, par une véritable stratégie européenne d'éducation aux humanités et aux sciences. Les Européens doivent se sentir à l'aise avec les sciences et les technologies pour exploiter leur potentiel, élargir leurs perspectives sociales et professionnelles et naviguer dans une société de plus en plus dirigée par la technologie. Un "programme d'éducation populaire de l'UE" dédié aux "affaires européennes" devrait également être lancé pour permettre une compréhension partagée de la signification et des finalités du projet européen dont la méconnaissance nourrit incompréhension et nationalisme.

Les Européens ont aujourd'hui l'opportunité de revigorer leur vie démocratique en y intégrant de nouvelles pratiques représentatives et participatives. Ils devraient en particulier

faire un meilleur usage de panels et de conventions de citoyens tant au niveau national qu'europpéen, offrant ainsi des expériences participatives à tous les citoyens de l'UE. Les avancées technologiques à venir, y compris les progrès réalisés en matière de traduction automatique, permettent d'envisager dès maintenant la mise en place d'un espace public démocratique multinational et multilingue, permettant aux citoyens de s'informer, de débattre entre eux, de contribuer à la réflexion sur l'avenir de l'Europe et d'être consultés sur les questions européennes de manière transnationale et dans leur propre langue. Un tel espace public participatif transnational et multilingue doit s'appuyer sur une plateforme numérique donnant également accès à des médias de qualité ainsi qu'aux principaux acteurs de la société civile. Les échanges humains directs et les conversations restent cependant clés pour développer la citoyenneté européenne. Les écoles européennes devraient offrir une éducation bilingue dès la première année d'enseignement et les programmes de mobilité des jeunes devraient être élargis et rendus accessibles à tous les segments de la société. Un premier signal pourrait être la création d'un programme Erasmus pour les collégiens qui permettrait ainsi de toucher toute une génération d'Européens sans exception. De manière plus générale, les citoyens européens devraient être habilités à participer à la vie politique, économique, sociale, scientifique et culturelle européenne.

Pour renforcer son lien avec les citoyens, il est impératif que l'UE étende sa portée au-delà de l'État-nation et puisse accéder au niveau infra-national. Développer un véritable espace public politique européen nécessite que les partis politiques européens s'ouvrent à l'adhésion directe et s'engagent pour devenir un lien vital entre les citoyens et le système politique. En même temps, des efforts pour promouvoir des institutions de l'UE et des systèmes de prise de décision plus légitimes et efficaces sont nécessaires pour améliorer l'implication des citoyens et préparer l'adhésion de nouveaux États membres. Cela nécessite notamment d'étendre le vote à la majorité qualifiée au Conseil de l'Union.

Il est donc temps d'agir. Après tout, *"Demain se joue dès aujourd'hui"*.

Rapport du premier Conclave européen

CONCLAVE

Dans un monde en rapide évolution, l'Union européenne doit se transformer, se développer et accélérer.

Notre monde a commencé à changer radicalement à la fin des années 1980 : la chute du mur de Berlin a ouvert la voie à un rééquilibrage géopolitique et à la fin définitive de l'ère coloniale. Entre-temps, le sommet de Rio de 1992 a lancé une réflexion sur la nécessité d'une transition climatique. Trois décennies plus tard, les Européens vivent dans une période d'incertitudes multiples avec deux guerres dans leur voisinage immédiat, la nouvelle menace de la Russie, la concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine, les multiples effets du changement climatique sans mentionner l'impact majeur à venir des développements rapides en matière d'intelligence artificielle et de technologies quantiques. Plus généralement, nous sommes entrés dans une période d'accélération sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces changements géopolitiques, technologiques et écologiques s'accompagnent d'une transformation profonde de nos sociétés et constituent des défis majeurs pour nos démocraties.

Jusqu'à présent, l'UE et ses États membres ont fait preuve de résilience et, en fin de compte, d'unité en réponse aux crises successives, depuis la crise financière qui s'est transformée en crise de l'euro, en passant par le Brexit, les crises migratoires, la pandémie, jusqu'à l'invasion russe de l'Ukraine. Malgré cette résilience et les réussites européennes récentes en matière de gestion de crise, le sentiment est que nous perdons le contrôle de notre destin collectif et que ces crises ont érodé l'UE. Ce sentiment de perte de contrôle alimente la peur et l'anxiété chez un nombre croissant de citoyens de l'UE et ouvre la voie au populisme et au repli sur soi. L'impact économique et politique de la réaction est souvent beaucoup plus élevé que le coût d'une approche plus proactive fondée sur une meilleure identification de nos intérêts

communs européens actuels et futurs et permettant de mieux anticiper les risques nous menaçant. Les changements en cours appellent l'UE à accroître son niveau d'ambition et ses moyens pour investir dans l'anticipation et la production des biens et outils permettant de mieux protéger les Européens face aux menaces et risques prévisibles visant les Européens dans leur ensemble, mais aussi de mieux répondre à des besoins essentiels communs qu'aucun des États membres n'aura, ni aujourd'hui ni demain, les moyens de satisfaire avec ses seules ressources nationales.

Dans cette perspective, une réflexion européenne plus systémique devrait s'appuyer sur l'identification concrète de ce que sont les nouveaux biens publics européens, notamment dans les domaines de la sécurité, de la santé, de l'énergie, de l'environnement, des transports, des infrastructures numériques, de l'éducation et de la culture. La gouvernance démocratique de l'Europe devrait être adaptée en conséquence pour produire différents types de biens publics : ceux qui peuvent être mieux fournis au niveau européen et ceux qui relèvent principalement de la responsabilité des États membres.

La production de biens publics européens doit reposer sur une combinaison de moyens juridiques (compétences), de moyens politiques (programmes, plateformes communes de passation de marchés ou infrastructures) et de moyens financiers (fonds européens, impôts et obligations, ...). Pour préserver la pertinence du projet européen, un changement radical de méthodologie est essentiel. Il est essentiel de donner la priorité à la vitesse - c'est-à-dire la capacité de décider et de mettre en œuvre de manière rapide, pertinente et efficace pour répondre à des urgences

Construire les nouveaux biens publics européens

qui se multiplient - en tant que mesure significative du succès, en insistant sur la nécessité d'une évaluation d'impact pour guider les décisions sur le montant total à investir. L'anticipation devrait constituer le fondement de cette approche, favorisant le développement de véritables stratégies et la priorisation. Cela, à son tour, nécessite une implication forte et continue des citoyens qui doivent participer à la création, la mise en œuvre et le contrôle de ces stratégies, garantissant ainsi que les citoyens européens développent le sentiment d'être en mesure de façonner et assumer la direction de leur avenir collectif. Ce sentiment doit correspondre à une réalité politique.

Dans ce contexte, les participants du *"premier Conclave européen"* (voir Annexe 1) se sont réunis à Cascais pour trois jours d'écoute, d'échange et de discussion pour être à l'écoute des points de vue du monde extérieur (voir Annexe 2) et discuter des défis majeurs de l'époque et du futur. Ils ont identifié dix-sept questions fondamentales auxquelles l'UE et ses États membres doivent répondre pour mieux anticiper et s'adapter, afin de muter et de rester pertinents pour leurs citoyens, tout en étant en mesure d'exercer une influence réelle dans la prise de décision mondiale pendant cette période d'accélération.

Ces questions clés peuvent être cartographiées dans quatre domaines interdépendants :

- Géopolitique : l'environnement international instable et difficile dans lequel l'UE et les États membres doivent affirmer et défendre efficacement leurs intérêts et valeurs en commun (voir partie 1).
- Leadership scientifique et technologique : dans le monde d'aujourd'hui, il est le principal moteur de l'in-

fluence géopolitique, d'une croissance élevée, d'une souveraineté effective et de la capacité à trouver des solutions dans les domaines du climat et de l'énergie. C'est aussi un levier pour apporter des réponses aux grands défis sanitaires, sociaux, éducatifs et informationnels (voir partie 2).

- Modèle de développement : l'épine dorsale d'une société socialement juste, moderne, durable et cohésive, fondée sur la production de biens communs perçus comme fondamentaux par les citoyens de l'UE et financés correctement (voir partie 3).
- Démocratie : comment établir les conditions d'un débat public équitable, éclairé, rationnel et inclusif qui permet aux citoyens de faire les meilleurs choix collectifs possibles tout en respectant et en renforçant nos valeurs fondamentales fondées sur l'État de droit et les droits de la personne. Comment également préparer la décision publique, la prendre et la mettre en œuvre de manière efficace et légitime à l'échelle de l'UE et de ses États membres (voir la partie 4).

C'est sur ces fondations que le présent rapport a été rédigé et finalisé sous la supervision des membres du Board du Conclave (voir Annexe 3). Ils sont les seuls responsables de son contenu, même si les 46 participants au Conclave ont apporté une contribution majeure et ont été consultés tout au long du processus de production du présent rapport.

Les membres du Board remercient tous les participants du Conclave pour leur précieuse contribution à ce travail collectif paneuropéen, qui vise à nourrir la nécessaire réflexion collective sur l'avenir de l'Union européenne et de notre continent dans son ensemble.

Question 1 : Soutenir l'élargissement et l'approfondissement des relations avec nos voisins tout en renforçant la cohésion et la flexibilité de l'UE

Les principaux défis

- Malgré ses difficultés et défis, le processus d'élargissement a été la politique étrangère la plus réussie de l'Europe depuis les années 1970.
- L'UE a les moyens et la légitimité, si elle en a la volonté, de devenir la première puissance démocratique, cohérente, multinationale, multilingue, durable et technologique au monde. Elle comprend plus de 30 pays et plus d'un demi-milliard de citoyens et elle est attendue quant à sa capacité à établir des relations matures et pacifiques avec ses partenaires.
- Pourtant, les nouvelles vagues d'élargissement suscitent une réticence chez les citoyens européens qui doit être directement prise en compte.
- Il est maintenant clair que l'invasion russe de l'Ukraine a profondément changé le sens et la valeur géostratégique de la consolidation du continent européen, faisant de l'élargissement une nécessité géopolitique. La première preuve d'un leadership mondial de l'Europe commence et se termine par sa capacité à intégrer et à s'élargir avec succès.
- En outre, les Européens ont essayé de promouvoir l'UE en tant que leader mondial tout en n'exerçant pas une influence directe et efficace dans les crises affectant leur voisinage immédiat (Syrie, Libye, Sahel, Israël-Palestine).
- La réforme de l'UE, en particulier de ses processus décisionnels, reste une priorité absolue pour réussir l'intégration des nouveaux États membres.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- En accordant le "*statut de candidat*" à neuf pays et en ayant déjà entamé des négociations avec six d'entre eux, les membres de l'UE ont pris une décision audacieuse et ambitieuse.
- L'UE a mis en place des instruments et des mécanismes qui ont permis aux pays de commencer progressivement à s'intégrer au marché unique. Pendant ce temps, l'UE continue d'augmenter son soutien financier pour aider les pays à combler leur déficit de développement économique.

Impératifs et étapes clés

- D'ici 2030, l'UE doit être prête à s'élargir aux nouveaux États membres.

- Pour respecter ce délai, un discours civilisationnel pour l'élargissement doit être co-créé avec les citoyens et diffusé auprès des publics européens afin de sensibiliser à la valeur ajoutée des nouveaux États membres de l'UE mais aussi à la valeur ajoutée de l'UE pour ces potentiels futurs États membres.

- Des réformes institutionnelles doivent être adoptées pour rendre l'UE élargie plus fonctionnelle et efficace, notamment par la généralisation du vote à la majorité qualifiée (voir § 4.5).

- L'UE doit clairement se présenter comme une construction polyvalente et privilégier une approche flexible de l'adhésion.

- La prochaine phase de l'élargissement devrait être considérée comme un processus qui accélère les transformations en matière éducative, informationnelle, sociétale, technologique et environnementale des pays de l'élargissement et qui devra bénéficier des financements appropriés.

- Les principes fondamentaux de l'UE, le respect de l'État de droit, la démocratie, le pluralisme des médias et l'éducation civique doivent absolument être considérés comme des conditions préalables essentielles à l'adhésion dans tous les pays candidats.

- L'UE doit donner la priorité à la résolution des derniers problèmes politiques et de sécurité qui subsistent au sein des pays candidats et entre eux. Leur résolution renforcera non seulement la stabilité du continent européen, mais donnera également à l'Europe un avantage stratégique et géopolitique.

- Il est essentiel de gérer la libre circulation interne

des personnes afin d'éviter les effets de la fuite des cerveaux dans certains de ses nouveaux membres. Une telle orientation était absente des précédentes vagues d'élargissement et a été coûteuse en termes de démocratie et de développement économique.

- Les Européens doivent maintenir leur élan en mobilisant systématiquement une variété d'acteurs et de forums (tels que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, le Conseil de l'Europe, OSCE, CPE etc.) pour dynamiser les relations avec leurs voisins.

- Les stratégies de voisinage de l'UE devraient être largement ouvertes à toutes les parties prenantes (organisations de la société civile, acteurs économiques, chercheurs, étudiants, communautés de migrants etc.).

- Les Européens doivent être moins paternalistes et promouvoir des partenariats plus égalitaires et des actions conjointes avec le continent africain et les pays du Moyen-Orient : des stratégies et des accords globaux comprenant l'économie, la sécurité, l'éducation, la recherche, les questions d'environnement, d'énergie et de migration doivent être décidés et mis en œuvre le plus rapidement possible.

- Parallèlement, les Européens doivent progressivement réinventer leur relation avec le Royaume-Uni, qui doit rester un partenaire majeur pour relever les défis en matière de défense, de changement climatique et de finance.

- Ils doivent également clarifier leurs relations avec la Turquie qui est de facto un partenaire stratégique majeur pour des raisons ayant notamment trait à la sécurité et aux migrations ; malgré des intérêts communs puissants, il est peu probable que la Turquie rejoigne l'UE dans un avenir prévisible.

Question 2 : Encourager la coopération en matière de gestion des personnes : démographie, immigration et intégration

Les principaux défis

- L'Europe est le continent le plus âgé avec un âge médian de 44,4 ans et une population qui diminue. Aujourd'hui, l'UE à 27 ne représente plus que 5,5 % de la population mondiale et ce pourcentage est amené à diminuer encore.

- L'Europe est en revanche le continent où les gens vivent le plus longtemps. Elle est confrontée aux défis majeurs du vieillissement qui ont des conséquences nombreuses en matière économique, sanitaire, culturelle et sociale, de perte de compétitivité, de soutenabilité des retraites, de besoins rapidement croissants en matière de soin. Une migration contrôlée vers l'Europe apparaît donc comme une nécessité absolue et une solution logique pour maintenir une croissance élevée, financer les retraites et les systèmes de protection sociale ou encore répondre aux besoins de soin.

- Un nouvel élargissement ne résoudra pas le problème du vieillissement de la population en Europe, ce qui souligne la forte demande continue de migrants dans des secteurs clés comme la technologie, les soins, la santé et le tourisme, qui sont essentiels pour la cohésion sociale, la culture et le maintien des systèmes de retraite européens.

- L'immigration en Europe, bien que nécessaire en raison de la diminution et du vieillissement de la population active, est devenue une question politique controversée au niveau national. En fait, elle est l'ob-

jet d'une double perception négative. D'un côté, elle est perçue comme un problème au sein des pays de l'UE en raison des flux migratoires qui paraissent incontrôlés et qui s'accompagnent d'une cosmopolitisation progressive des sociétés de certains États membres suscitant des inquiétudes culturelles, du racisme et de l'opposition politique. De l'autre, la stratégie migratoire des États membres est considérée comme un problème dans les pays d'origine, qui perçoivent désormais l'UE comme une forteresse sélective. Cette perception mine de plus en plus l'influence internationale de l'UE et de ses États membres et s'accompagne de nombreux coûts diplomatiques, politiques, militaires ou en matière d'attractivité de l'Europe et d'accès de ses entreprises à certains marchés. Il en résulte que les Européens sont divisés en considérant les migrants tantôt comme des ressources tantôt comme des menaces. Ces divergences de vues entraînent un déficit de confiance quant au contrôle des frontières ainsi que des déficits de solidarité dans la redistribution des migrants. Des pays comme la Hongrie, tout en prônant officiellement une approche zéro migrant, s'engagent dans des stratégies contradictoires tacites visant à attirer les migrants de manière sélective. Les politiques d'admission, qui restent nationales en raison de l'absence d'une autorité européenne centrale, entraînent des inégalités dans le statut des migrants lorsqu'ils se déplacent dans les pays de l'UE, soulignant ainsi l'absence de coordination efficace des politiques nationales.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les États membres de l'UE ont élaboré diverses stratégies nationales pour attirer les migrants du monde extérieur, tout en étant divisés sur la gestion et la répartition des demandeurs d'asile. L'accueil d'environ quatre millions de citoyens ukrainiens depuis 2022 a été l'exception plutôt que la règle.
- Les Européens ne parviennent pas à expulser les demandeurs d'asile qui ne sont pas autorisés à rester sur le sol de l'UE, ainsi que les autres travailleurs en situation irrégulière et les migrants.
- Un nouveau pacte sur la migration et l'asile, visant à rationaliser les procédures d'asile et de frontières, a été adopté.

Impératifs et étapes clés

- Premièrement, les dirigeants européens doivent faire beaucoup plus pour façonner les perceptions de la migration et mettre l'accent sur ses aspects positifs tout en reconnaissant, bien entendu, que les migrations extérieures doivent être réglementées.
- Deuxièmement, les États membres doivent être guidés par des données et des analyses indépendantes. Un groupe de travail indépendant pourrait fournir régulièrement des analyses et des études prospectives publiques (par exemple, identifier les besoins des pays de l'UE).
- Troisièmement, pour reprendre le contrôle des flux migratoires, il est nécessaire, d'un point de vue stratégique, de renforcer la coopération et les partenariats avec les pays d'origine et de transit, d'accroître l'efficacité des contrôles aux frontières et d'améliorer les procédures de retour et de réintégration. Pour réduire le déficit de confiance et de solidarité qui en résulte, les Européens devraient viser à transformer Frontex en un « *corps européen de garde-frontières et de garde-côtes* » en lui fournissant davantage de ressources humaines et techniques. Une mise en œuvre efficace du nouveau pacte sur la migration et l'asile sera nécessaire. Parallèlement, les Européens doivent continuer à partager leurs responsabilités et mettre en œuvre dans les faits une politique européenne de redistribution territoriale des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus comme ayant droit à une protection internationale.
- Des politiques d'intégration appropriées seront nécessaires pour ceux qui ont le droit légal de rester. Cela implique la mise en œuvre de stratégies cohérentes de migration et d'intégration aux niveaux national et local, combinant la formation professionnelle, la langue et l'éducation civique, l'emploi et les politiques de logement, soutenu par un programme spécifique de l'UE qui reconnaît le rôle vital des autorités locales et de la société civile dans l'exécution de ces stratégies et leur donne les moyens de l'action.
- Enfin, la promotion de la démographie européenne par un soutien financier et fiscal accru aux femmes et aux couples souhaitant avoir des enfants revêt une importance stratégique, positionnant la migration comme un complément aux besoins de nos économies et de nos sociétés

Question 3 : Se préparer à l'affaiblissement de l'engagement américain en l'Europe

Les principaux défis

- Historiquement, les Européens et les Américains ont été liés par des valeurs et des intérêts communs, qui ont tous deux subi des pressions croissantes au cours des deux dernières décennies.
- L'intérêt des États-Unis pour l'Europe est en baisse, l'attention se déplaçant de plus en plus vers l'Asie. Les changements culturels et démographiques que connaissent les États-Unis ont accéléré cette tendance. L'Europe était de plus en plus perçue comme n'étant ni une solution ni un problème jusqu'à l'invasion russe de l'Ukraine.
- La concurrence croissante entre les États-Unis et la Chine conduit notre allié traditionnel à s'attendre à ce que nous nous alignions entièrement sur lui, tandis que l'IRA nous rappelle que les entreprises européennes peuvent être fortement impactées par les décisions américaines. Une UE capable de s'affirmer comme une puissance politique, économique, technologique, militaire et monétaire souveraine est le seul moyen de pouvoir défendre les valeurs et intérêts européens communs et d'être entendue par notre partenaire américain.
- L'imprévisibilité de la politique étrangère des États-Unis due à l'extrême polarisation intérieure signifie que la protection américaine en Europe ne peut plus être tenue pour acquise. Un retour de Donald Trump à la Maison Blanche pourrait entraîner la fin brutale du soutien américain à l'Ukraine, la désintégration de l'alliance atlantique et/ou s'accompagner de pressions croissantes sur les pays européens afin qu'ils s'alignent complètement sur les politiques commerciales américaines, entre autres.
- Au-delà des élections, les Européens et les Américains doivent se préparer à agir et à interagir ensemble dans un monde *"post-occidental"* où leur leadership commun est de plus en plus contesté par les autres.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les Européens ont réagi fermement lorsque les sanctions commerciales américaines ont été adoptées.
- Le Conseil bilatéral du commerce et de la technologie, créé pour promouvoir une approche commune par rapport à la concurrence avec la Chine et d'autres pays, a, pour l'instant, produit des résultats limités.
- L'invasion russe de l'Ukraine a conduit les Européens à agir aux côtés de leurs partenaires américains et à compter sur leur soutien militaire, tout en réaffirmant l'importance essentielle de l'OTAN qui s'est renforcée avec les adhésions de la Finlande et de la Suède.
- Les Européens ont participé aux « sommets de l'Alliance des démocraties » lancés par l'administration Biden, mais avec un enthousiasme limité.

Impératifs et étapes clés

- L'UE et les États-Unis devraient créer un groupe de travail de haut niveau avec l'objectif de repenser et de remodeler les relations transatlantiques sur un pied d'égalité. L'enjeu serait de favoriser de nouvelles voies de coopération renforcée dans les domaines de l'économie, de l'environnement et de la défense. Ces travaux pourraient déboucher sur un nouveau traité global entre l'UE et les États-Unis.

- La création d'un pilier européen de la défense intégré à l'OTAN et capable d'agir de manière autonome si nécessaire doit être un autre objectif commun des États-Unis et de l'UE pour 2030. Si l'OTAN doit rester au cœur de la sécurité de l'Europe, ce nouveau pilier européen de la défense doit être compatible avec la consolidation rapide d'une véritable industrie

européenne de la défense (voir §1.4).

- Les Européens et les Américains devraient définir une stratégie commune pour soutenir leurs transitions environnementales, en combinant les réglementations sur les émissions de CO₂, la tarification du carbone, le soutien financier public et l'innovation perturbatrice.

- Si les relations de l'Europe avec la Chine doivent être dé-risquées, les Européens doivent néanmoins trouver un équilibre entre la nécessité de garder des relations privilégiées avec leur allié stratégique américain, et de bonnes relations avec leur partenaire commercial et rival systémique chinois.

Question 4 : Construire une défense européenne beaucoup plus forte

Les principaux défis

- Une défense européenne crédible élargie à l'Ukraine aurait pu dissuader l'invasion russe. Cette invasion a accéléré la transition géopolitique de l'UE vers une approche plus sécuritaire. La multiplication des risques en matière de sécurité, le désengagement structurel des États-Unis et l'augmentation du coût de la défense plaident pour que l'Europe développe ses propres capacités de défense et ses propres forces armées.

- Après l'échec de la Communauté Européenne de Défense dans les années 1950, la construction européenne s'est consacrée aux défis économiques, tandis que l'OTAN a protégé un nombre croissant de pays européens contre l'URSS et plus tard la Russie.

- Actuellement, la Russie, la Chine et les États-Unis ont de facto développé des économies de guerre avec des programmes de défense accélérés. Les Européens doivent s'équiper pour un environnement

hostile en développant de manière rapide une défense européenne. Tout retard entraînera des capacités désuètes d'ici à 2040.

- Avec un conflit armé à leur porte, les Européens n'ont pas suffisamment dépensé pour leur défense.

- Le manque d'interopérabilité est un handicap évident : l'Europe compte plus de 180 systèmes d'armes contre une trentaine aux États-Unis.

- L'investissement dans la défense est un moteur clé de l'innovation et de la compétitivité industrielle, compte tenu de son ampleur et de l'usage dual des technologies dans les satellites, les aéronefs, les drones etc. Aux États-Unis et en Chine, de nombreuses percées dans les secteurs civils découlent directement du secteur de la défense, couvrant des domaines tels que les technologies de plateforme, la santé, la cyber-sécurité, le web, l'optique, la photonique et les technologies de paiement...

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les Européens ont adopté des objectifs en matière de déploiement militaire et de groupements tactiques. Ils ont vocation à bâtir une capacité européenne de réaction rapide d'ici 2025, y compris pour les forces navales.

- Les Européens ont adopté une *"boussole stratégique"* pour renforcer leur sécurité et leur défense, basée sur un diagnostic commun des défis et des menaces et un inventaire des différents outils à mobiliser.

- L'initiative d'intervention européenne a été lancée en 2018 pour développer une culture stratégique commune en Europe.

- Les institutions de l'UE ont commencé à planifier et à renforcer la *"base européenne de défense, de technologie et d'industrie"*, y compris une *"revue annuelle coordonnée de la défense (CARD)"* couvrant l'examen des plans de développement des capacités et des équipements dans les États membres.

- Le nouveau *"Fonds européen de défense"* a reçu environ 8 milliards d'euros visant à soutenir des projets de recherche conjoints consacrés à la lutte contre les menaces émergentes et futures, ainsi que de projets de renforcement des capacités collaboratives.

- Le lancement de la Coopération Structurée Permanente (CSP) a permis de soutenir plus de 60 projets de développement des capacités et de renforcement des moyens utilisés pour les opérations et les missions de la Politique de Sécurité et de Défense Commune.

- La *"facilité européenne pour la paix"* a financé les livraisons d'armes à l'Ukraine, dont le seuil financier a plus que doublé depuis 2021.

- L'UE a adopté une loi visant à renforcer l'industrie européenne de la défense par le biais d'achats conjoints (EDIRPA), en comblant les principales lacunes industrielles et en offrant des incitations financières aux États membres pour qu'ils acquièrent conjointement des produits de défense.

- Répondant aux besoins de l'Ukraine, l'action de soutien à la production de munitions (ASAP) a permis à l'UE de soutenir le renforcement de ses capacités de production industrielle de produits de défense et de remédier aux pénuries d'approvisionnement, notamment par le biais d'achats conjoints.

- L'UE a rédigé et est sur le point d'adopter un "Critical Raw Materials Act" visant à garantir l'approvisionnement à des fins civiles et de défense, favorisant le succès des transitions climatiques, numériques et géopolitiques de l'Europe.

Impératifs et étapes clés

- Les préoccupations des citoyens européens en matière de sécurité doivent être prises en compte. Cela signifie, d'abord et avant tout, que la guerre est « matériellement possible et intellectuellement pensable ». Cela signifie également que les besoins de sécurité de l'Europe doivent être correctement pris en compte et que les ressources adéquates doivent être mobilisées en conséquence.

- Un pilier européen de la défense doit être créé au sein de l'OTAN d'ici à 2030. Ce pilier doit pouvoir agir seul si nécessaire. Parallèlement, l'Europe devrait lancer un débat public sur ce à quoi devrait ressembler une défense européenne (y compris en matière de forces armées et de dissuasion nucléaire).

- Les Européens doivent se concentrer davantage sur l'investissement et les capacités, le financement de la R&D commune, la normalisation et l'interopérabilité.

- L'UE devrait établir un véritable marché intérieur de la défense au sein duquel les entreprises européennes pourraient opérer librement et sans discrimination dans tous les États membres. Un régime de « sécurité d'approvisionnement » à l'échelle de l'UE devrait être créé pour garantir l'approvisionnement des forces armées en toutes circonstances, quelle que soit la nationalité de leurs fournisseurs (tout comme pendant la crise du Covid-19 pour les dispositifs médicaux).

- Les dirigeants politiques devraient promouvoir un changement dans l'approche et l'organisation européennes de la défense, passant d'une approche axée sur l'industrie nationale à une approche commune et axée sur la mission.

- En ce qui concerne le développement des technologies à usage dual, des alliances technologiques et industrielles européennes, impliquant des industriels

volontaires, devraient être formées pour développer des technologies à usage dual. Une augmentation significative du soutien financier européen aux projets de collaboration transnationale sera nécessaire pour produire des effets transformateurs.

- Pour renforcer la sécurité du continent et favoriser une industrie européenne de la défense robuste, l'UE devrait adopter une approche à multiples facettes d'ici 2030. La création d'une Agence européenne des projets de recherche avancée pour la défense (EU DARPA) sera dans cette perspective un game-changer. Cette agence répondra aux besoins de financement aujourd'hui non satisfaits des technologies et des capacités révolutionnaires, en utilisant une méthodologie qui met l'accent sur la vitesse, l'impact et l'expérimentation. Parallèlement, l'industrie européenne de la défense et les stratégies d'approvisionnement bénéficieront d'un financement et d'une coordination accrues, l'accent étant mis sur la préférence communautaire pour les projets stratégiques conjoints tels que les drones, les avions et les chars de combat. En outre, les institutions de l'UE devraient lancer l'ambitieux "Programme européen d'investissement dans la défense" (EDIP), avec un premier objectif a minima de 100 milliards d'euros de financement par emprunt. Ce programme devrait viser à stimuler l'acquisition conjointe d'armes et à accroître la production intérieure d'armes. La Banque européenne d'investissement (BEI) peut jouer un rôle crucial en établissant un guichet spécifique dédié au financement des projets de défense.

- Les Européens doivent rapidement retrouver, puis consolider, leur accès à l'espace grâce à une combinaison plus intelligente d'investissements publics et privés. Un leadership spatial européen est non seulement fondamental pour garantir la souveraineté effective de l'UE mais aussi pour nourrir l'imaginaire collectif des Européens.

Question 5 : Co-créer les fondements d'un multilatéralisme renouvelé

Les principaux défis

- Les Européens ont bénéficié d'un ordre mondial ouvert fondé sur des règles qui ont favorisé et préservé la stabilité et les interdépendances mondiales – en effet, ils vivent sur le plus petit et le plus ouvert de tous les continents.
- L'UE est par nature déterminée à relever les défis économiques, environnementaux et politiques mondiaux par le biais du multilatéralisme.
- Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui se caractérise de plus en plus par la rivalité stratégique et la militarisation de l'interdépendance économique, ainsi que par l'émergence de puissances régionales non alignées, notamment les BRICS+.
- Dans ce monde multipolaire émergent, un nombre croissant de pays préfèrent les «*relations ouvertes*» et les avantages à court terme au détriment des alliances stables.
- L'engagement de l'UE en faveur d'un multilatéralisme renouvelé manquera de crédibilité tant que l'UE ne sera perçue comme une puissance globale, durable et responsable.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les Européens ont utilisé l'UE comme un modèle réussi de multilatéralisme régional, inspirant et soutenant d'autres acteurs tels que l'Union africaine et le Mercosur.
- Les Européens réclament une réforme des organisations multilatérales, de l'ONU à l'OMC, afin de donner plus de place aux nouvelles puissances. Ils ont également participé activement au G20 qu'ils ont souhaité et initié.
- Les Européens ont joué un rôle moteur dans la promotion d'une stratégie environnementale mondiale pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité.

Impératifs et étapes clés

- Les Européens doivent planifier leur avenir. Cela ne peut se faire que s'ils peuvent compter sur des capacités prospectives au niveau du Conseil européen et disposer d'une task force dédiée. C'est la condition nécessaire pour une évaluation commune à l'échelle européenne des défis à venir et pour que l'Europe commence à penser comme une puissance géopolitique.

- L'Europe doit se présenter comme un pôle de stabilité et un modèle inspirant.

- Les Européens doivent co-créeer un nouveau multilatéralisme 4.0, de préférence aux côtés des États-Unis et avec le soutien de nouveaux acteurs et alliés d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. Cela implique d'adapter les droits de vote et les conditions d'appartenance aux institutions internationales afin

de mieux prendre en compte les nouvelles réalités et dynamiques économiques et politiques mondiales. Les politiques européennes et nationales devraient faciliter l'établissement de nouveaux réseaux d'amitié sur tous les continents.

- L'UE doit affirmer son leadership mondial en matière de durabilité et de protection du climat, en continuant de s'affirmer comme une force motrice au niveau mondial dans ces domaines. En outre, l'UE devrait tirer parti de la taille de son marché et de ses politiques commerciales pour négocier davantage d'accords de libre-échange de «nouvelle génération» qui intègrent des objectifs économiques, environnementaux et de sécurité. Ces accords devraient viser des partenariats avec des régions et des pays comme le Mercosur, l'Inde, l'Indonésie, la Corée du Sud, l'Australie, le Japon et d'autres.

Question 6 : Promouvoir une politique publique de continuum scientifique, technologique et industriel

Les principaux défis

- La recherche et l'innovation constituent les fondements de la compétitivité et de la croissance. Ils permettent aux pays de l'UE d'adapter les services publics aux nouveaux besoins et réalités et d'assurer le bien-être des Européens dans un contexte de concurrence économique et technologique mondiale intense.

- Les puissances économiques les plus prospères du monde ont adopté une *"approche de continuum"* pour traiter cette question, en mettant l'accent sur les relations entre les éléments clés que sont la R&D, l'innovation, le développement des compétences, les industries et Services - à travers un réseau de mécanismes de financement interconnectés et de stratégies de marchés publics ambitieuses. Le succès du vaccin Pfizer-BioN'Tech contre la COVID-19 est une réussite qui met en évidence la valeur ajoutée d'une approche de continuum efficace, depuis la recherche fondamentale spéculative sur l'ARN messager abondée par le Conseil européen de la Recherche jusqu'aux marchés publics. Cependant, l'Europe souffre d'approches très fragmentées et cloisonnées. Plusieurs facteurs combinés expliquent

cela : une répartition hétérogène des compétences, des liens insuffisants entre la R&D et le développement industriel et des politiques nationales divergentes et concurrentes. Ce manque de cohérence s'applique également à la coopération entre les industries civiles et de défense.

- Les Européens ne représentent que 10 % de la R-D mondiale alors que l'UE représente plus de 20% du PIB mondial, un recul par rapport aux niveaux antérieurs et nettement inférieur à celui des États-Unis et de la Chine. Cette baisse est particulièrement marquée dans le secteur des technologies. Cette dynamique pourrait rapidement aggraver et accélérer le déclin industriel et creuser l'écart de PIB par habitant entre la Chine et les États-Unis d'une part et l'UE d'autre part.

- La motivation des chercheurs européens est continuellement érodée par les contraintes administratives, financières et infrastructurelles, ainsi que par l'absence d'incitations appropriées et de perspectives de carrières suffisantes au niveau européen.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- L'approfondissement du marché unique et son ouverture croissante au monde ont été les moteurs de la R&D et de l'innovation sur notre continent. Les deux ont élargi les possibilités économiques, mais avec des progrès limités au cours des deux dernières décennies.

- Les Européens se sont fixés comme objectif de consacrer 3 % de leur PIB à la R&D, mais ils sont loin de l'atteindre.

- En dépit de certaines initiatives européennes emblématiques telles que Galileo et le Conseil Européen de la Recherche, les politiques industrielles,

technologiques et numériques, ainsi que l'éducation, restent principalement nationales, régionales ou même locales, sans effets d'échelle.

- Il n'existe pas de marché unique pour tous les domaines qui sont cruciaux pour l'avenir de l'UE (santé, cyber, espace, quantique, IA, énergie, culture...). Il s'agit d'un obstacle majeur à l'émergence de champions européens de la technologie où l'échelle est le nom du jeu. Pire, il permet aux investisseurs américains d'offrir des valorisations plus élevées aux startups européennes dans lesquelles ils investissent en raison de perspectives d'accès facilitées à l'immense marché américain.

Impératifs et étapes clés

- L'UE doit établir les conditions de son leadership dans le domaine de la science et de la technologie, tout en maintenant sa compétitivité industrielle. L'Europe doit de toute urgence mettre en œuvre un Plan de Fabrication manufacturière Avancée (Advanced Manufacturing Plan) à l'échelle de l'UE, similaire aux initiatives lancées aux États-Unis et en Chine il y a plus d'une décennie, pour accélérer et intensifier le déploiement des technologies génériques clés existantes.
- La consolidation d'une "*approche de continuum*" puis la formulation d'une stratégie publique de continuum devraient être une priorité absolue pour l'UE.
- Les Européens doivent penser en termes d'impact stratégique et sociétal plutôt qu'en termes purement budgétaires.
- Ils doivent consolider le CER, Conseil européen de la Recherche, considéré comme la référence mondiale en matière de R&D et dont les choix sont suivis aussi bien par les États-Unis que par la Chine. Les budgets de R&D ne devraient être attribués qu'en fonction de critères d'excellence. Un instrument distinct devrait être créé pour assurer la cohésion européenne sur ces sujets.
- Il est nécessaire de réformer le Conseil européen de l'Innovation. Le CEI est devenu un fonds de capital-investissement, mais il ne bénéficie pas de l'effet d'excellence des meilleurs fonds. Il évince l'argent privé sans combler le manque de financement de l'innovation disruptive. L'accent pourrait par exemple être mis sur le soutien véritable aux organisations de recherche menées par la société civile et les philanthropes, plutôt que sur la tentative de centraliser toutes les activités dans le cadre de la recherche et du développement technique (RDT).
- L'achèvement du marché unique dans les domaines du numérique, de la technologie et de la défense devrait être une priorité majeure pour la prochaine Commission.
- Les initiatives de R&D doivent être fondées sur des projets ascendants, tandis que le soutien descendant doit se concentrer sur un nombre réduit de domaines stratégiques avec suffisamment de continuité.
- Les grandes alliances industrielles européennes et les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) devraient être soutenus et lancés d'ici 2030 dans des domaines stratégiques afin de favoriser les partenariats privés et publics (p. ex. Intelligence artificielle, plateforme, quantique – voir §2.2).
- Il est urgent de renforcer et d'approfondir l'infrastructure paneuropéenne des marchés de capitaux pour financer les projets d'expansion et empêcher les grands innovateurs de quitter notre continent. L'accès au marché américain pour les scale-ups européennes les conduit souvent à devenir des entreprises américaines. Cette dynamique devrait être correctement abordée.
- L'attractivité des carrières dans la recherche doit être considérablement améliorée d'ici 2030 grâce à un emploi stable, à des incitations financières, à une mobilité accrue et à l'accent mis sur la création d'écosystèmes et de réseaux attrayants et très performants au niveau de l'Union.
- L'Europe doit abolir dans le domaine de la R&D la règle du retour géographique qui lie les allocations contractuelles aux contributions nationales, en privilégiant la compétitivité et l'investissement intelligent par rapport aux motivations politiques.

Question 7 : Développer une stratégie de plateforme numérique pour exploiter notre potentiel en matière d'intelligence artificielle et de quantique

Les principaux défis

- Les plateformes numériques systémiques continuent de transformer nos vies et nos comportements dans un sens qui reflète leurs intérêts stratégiques et ceux de leurs pays d'origine. Les changements ultra rapides et structurels qu'elles impliquent ne fournissent pas suffisamment d'espace et de temps pour l'adaptation démocratique ou sociétale. Quant aux marchés et aux chaînes d'approvisionnement, ils ne suivent qu'avec retard ces transformations ultra-rapides. Pourtant, les plateformes systémiques capturent la plus grande partie de la valeur économique qu'elles créent sur le territoire de l'UE. À bien des égards, elles se comportent comme des entreprises coloniales et développent un avantage concurrentiel durable. Cet avantage significatif sera encore renforcé par leur capacité à exploiter les potentiels de l'intelligence artificielle et de la technologie quantique.
- Les plateformes américaines et chinoises dominent depuis l'avènement d'Internet et l'Europe n'a réussi jusqu'à présent à les influencer que ex post uniquement par le biais de la réglementation, restant une puissance de second rang dans ces domaines pourtant fondamentaux pour la croissance et la souveraineté.
- La plupart des concurrents de l'UE (États-Unis, Chine, Inde et Émirats arabes unis) élaborent une stratégie de plateforme numérique (par le biais d'écosystèmes du secteur privé soutenu plus ou moins directement par l'Etat ou de programmes dirigés par le gouvernement) pour développer ou renforcer leur leadership géopolitique et économique et exploiter le potentiel de l'IA au profit de leurs citoyens. Les entreprises américaines et chinoises ont acquis un leadership clair dans ce domaine, l'Inde s'y prépare.
- Compte tenu de la faiblesse et de la fragmentation du marché numérique et informationnel européen, les plateformes numériques systémiques européennes ont à peine émergé. L'UE et ses États membres ont renoncé à soutenir de tels développements, de sorte que les pays européens servent de simples fournisseurs de compétences technologiques de très haut niveau aux marchés non européens, tandis que toutes les autres grandes économies ont créé les conditions nécessaires pour développer leurs propres plateformes numériques systémiques.
- L'UE ne peut pas être la seule superpuissance économique s'appuyant exclusivement sur des plateformes numériques systémiques dont les sièges se situent sur d'autres continents. Ces plateformes sont conçues pour prendre en compte la culture, les valeurs, les principes et les intérêts économiques de leur pays et de leur société d'origine et non ceux de l'UE et de ses États membres. Elles ont un impact direct, rapide et structurel sur nos vies économiques, sociales, culturelles et démocratiques, créant de facto des dépendances individuelles et collectives majeures qui ne sont pas souhaitées - qui vont à l'encontre de la Déclaration de Versailles des 10 et 11 mars 2022 qui vise au contraire à limiter ces interdépendances. Ces plateformes menacent également nos fondements économiques, notre cohésion sociale et nos identités, ainsi que notre capacité à tirer parti de la révolution de l'intelligence artificielle car elles sont de très loin les mieux à même de collecter, de traiter et d'exploiter massivement les données nourrissant l'intelligence artificielle.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- L'UE a affirmé son leadership dans la réglementation du secteur numérique par le biais du « RGPD », de la loi sur le marché numérique (DMA), de la loi sur les services numériques (DSA) et de la loi sur l'intelligence artificielle (IA Act).
- Dans un domaine dominé à l'échelle mondiale par les investisseurs privés, l'UE n'a, depuis 2018, consacré qu'1 milliard d'euros à une initiative de

recherche à grande échelle et à long terme réunissant des institutions de recherche, des acteurs industriels et des bailleurs de fonds publics, à savoir l'initiative phare Quantum Technologies.

- L'Europe doit avoir son premier super ordinateur avec accélération quantique d'ici 2025, ouvrant la voie à des capacités quantiques de pointe d'ici 2030.

Impératifs et étapes clés

- Le développement de plateformes numériques européennes est la priorité absolue pour 2024-2040. Cela ne peut se produire que si des incitations plus claires à l'entrepreneuriat sont en place, ainsi que des outils pour rendre le règlement efficace et facile à mettre en œuvre et à surveiller.
- Les marchés publics transnationaux devraient être mis en œuvre à cet égard dans des domaines d'intérêt public tels que les médias de service public, la santé, la cybersécurité, les technologies civiques, l'éducation, l'enseignement supérieur et l'apprentissage tout au long de la vie.
- Il est essentiel d'attirer et de retenir les meilleurs talents du numérique, ainsi que de développer une acquisition rapide et efficace des compétences.
- Une raison supplémentaire pour expliquer le taux de réussite limité des projets Tech innovants européens est la difficulté beaucoup plus grande de restructuration rapide dans ces domaines : c'est un désavantage concurrentiel supplémentaire pour les Européens. Aux États-Unis, Amazon, X ou Uber peuvent revoir leurs stratégies et se restructurer en quelques jours, alors que cela est impossible en Europe. Le coût d'une restructuration potentielle devrait également être considérablement réduit en Europe par l'adoption de régimes sociaux ad hoc au niveau des États membres afin de limiter le surcoût de l'expérimentation pour les investisseurs et de soutenir les entrepreneurs agiles.
- Un effort ambitieux en matière d'IA et de Quantique, favorisant la R&D et les mises à l'échelle, est nécessaire dès maintenant pour s'assurer que

le retard pris soit rattrapé au plus vite et que les développements numériques à venir et leurs implications sociétales soient compatibles avec le projet démocratique et inclusif de l'Europe.

- Les projets de type "Moonshot" doivent être financés pour retenir et attirer les meilleurs scientifiques afin de soutenir le développement d'un écosystème de technologie quantique de classe mondiale à travers l'Europe. L'UE doit devenir la "vallée quantique" du monde.
- Le marché unique devrait être exploité plus efficacement dans ce domaine pour réaliser de réelles économies d'échelle et créer des conditions favorables à l'innovation. La mise en œuvre rapide d'un Code européen du droit des affaires facilitera la vie quotidienne et l'expansion des entreprises. La création d'une Union du marché des capitaux pour fournir un financement privé adéquat à nos entrepreneurs les plus innovants afin de les inciter à rester sur le continent est essentielle. Le financement et les achats nationaux et paneuropéens devraient aider à tirer parti de notre démographie et de nos marchés internes pour développer des plateformes numériques européennes et, plus généralement, des entreprises disruptives dans des secteurs spécifiques.
- Les institutions européennes devraient soutenir les chercheurs dans leur utilisation de l'intelligence artificielle pour « accélérer la science » dans divers domaines (bits-numériques/atomes-matériaux/neurones/gènes...).
- Parallèlement, l'UE devrait créer des acteurs paneuropéens tels qu'un Institut pour une IA sûre.

Question 8 : Mettre la R&D européenne au service de la lutte contre le réchauffement climatique

Les principaux défis

- Les changements climatiques et la perte de biodiversité exigent des transitions économiques et sociétales vertes ancrées dans des mesures normatives comprises et acceptées par les citoyens. L'émergence de telles mesures dépend largement des succès de la R&D.
- Les Européens ont perdu leur leadership en matière d'éoliennes et de panneaux solaires au profit de la Chine et doivent faire face à une concurrence très déséquilibrée avec les entreprises de l'énergie et de l'environnement états-uniennes qui bénéficient d'un soutien public massif.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Le Pacte Vert européen vise à faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050 grâce à la mobilisation d'outils clés de R&D, tirés notamment du programme Horizon Europe et du Fonds ETS pour l'innovation.
- Le programme Horizon Europe a déjà débloqué 1 milliard d'euros dans le cadre de l'appel Green Deal et a sélectionné plus de 70 grands projets de R&D dédiés à la transition environnementale.
- Le Fonds d'innovation ETS soutient des technologies hautement innovantes et des projets phares qui peuvent réduire considérablement les émissions en mettant en commun les risques avec les promoteurs de projets.
- Un premier retour d'expérience met en évidence que les modalités de mise en œuvre des Missions Européennes (Climat, Cancer, Océans, Villes et Sol) sont souvent trop bureaucratiques et que les objectifs fixés sont trop vastes bien que pertinents dans l'absolu ("*océans plus propres*"). Les projets de R&D doivent être priorités avec des objectifs clairs fixés.
- Des projets importants d'intérêt européen commun tardent à être délivrés ou ne le sont pas de manière satisfaisante (le PIEEC de la batterie en est un bon exemple) car ils bénéficient d'un financement initial sans que des objectifs suffisamment clairs soient fixés. Les résultats sont lents à arriver et s'accompagnent d'innovations moins importantes que les innovations radicales attendues. Dans la pratique, les cahiers des charges ont du mal à prendre en compte un rythme d'innovation et des évolutions des attentes des utilisateurs parfois extrêmement rapides.

Impératifs et étapes clés

- Les Européens devraient promouvoir une transition verte « *made in Europe* » qui mobilise et encourage les chercheurs et se concentre sur la technologie et l'innovation tout en accompagnant les citoyens.
- L'Europe doit conjuguer son leadership dans la construction d'une économie sobre en carbone avec des outils technologiques et des mesures sociales pour atténuer l'impact de la transition sur la vie des citoyens. Elle créera davantage d'emplois et d'opportunités grâce à des politiques publiques systémiques favorisant le développement rapide des nouvelles compétences requises pour accompagner la transition verte, la production de technologies Made in Europe, ainsi que la coordination et la mise à l'échelle adéquate des plans de déploiement de l'innovation dans ces domaines. Si les différentes régions peuvent adopter des approches et des rythmes différents dans leur cheminement vers la décarbonisation, il est essentiel que l'Europe maintienne son engagement ferme en faveur d'investissements cohérents et privilégie des approches coordonnées dans la mesure du possible pour tirer parti de sa masse critique. Ce soutien indéfectible garantira que toutes les régions, quelles que soient leurs stratégies individuelles, pourront bénéficier du financement et de l'assistance de l'Europe.
- L'UE devrait tripler le montant des fonds de R&D consacrés à la lutte contre le changement climatique, en particulier en ce qui concerne les villes climatiquement neutres et intelligentes ainsi que la restauration des océans et des eaux.
- Les citoyens directement touchés par les mesures de transition verte doivent être soutenus de manière appropriée par des processus transparents et non bureaucratiques. Des indicateurs faciles à suivre sur l'efficacité des mesures adoptées doivent être élaborés, mis en œuvre et partagés.
- Les cadres fiscaux représentent un défi particulier dans les États membres. Tous les États membres de l'UE devraient créer un cadre fiscal spécifique qui encourage la R&D et l'investissement dans la transition verte.
- Un nouveau Fonds européen pour la souveraineté devrait soutenir les projets de R&D et d'innovation consacrés à la transition environnementale et à l'émergence d'une économie résiliente à faibles émissions de carbone.

Question 9 : Devenir leader dans la santé et fournir des soins de haute qualité pour tous

Les principaux défis

- L'espérance de vie est élevée en Europe parce que ses citoyens bénéficient d'une couverture sanitaire universelle, de soins préventifs, de systèmes de santé publiques parmi les plus performants au monde et de professionnels de santé bien formés.
- Le secteur européen de la santé est néanmoins confronté à des défis nombreux et majeurs : des contraintes budgétaires à l'inefficacité bureaucratique dans les hôpitaux, en passant par les déficits régionaux en matière de santé et un vieillissement accéléré de la population.
- Un financement important de la recherche fondamentale dans le secteur de la santé est nécessaire puisque cet effort massif de R&D qui mène aux percées (« CRISPR-Cas9 », outil moléculaire permettant d'effectuer des corrections géniques précises, ou encore vaccins à ARN messenger ...).
- L'Union européenne de la santé est devenue une priorité après que le COVID-19 a amené les Européens à réaliser que l'Europe n'a pas de politique de santé mais elle n'est dans les faits pas financée et est loin d'être une réalité.
- De façon cruciale, les progrès continus dans des domaines médicaux clés, combinés aux développements rapides de l'IA, créent la possibilité d'un système de santé transformé d'ici 2040. Les fondements de ce système de santé de nouvelle génération sont une médecine beaucoup plus préventive et personnalisée, des diagnostics, des pronostics et un suivi des patients radicalement améliorés, une sensibilisation à mettre en œuvre au plus tôt et une formation continue de l'ensemble des parties prenantes médicales nécessaire pour accompagner un processus de transformation rapide et continu, une recherche facilitée pour les cliniciens et mieux intégrée à leur quotidien, un dépistage amélioré de drogues et plus généralement un contrôle individualisé des effets des médicaments sur les patients. Une telle révolution médicale permettra également de mieux anticiper, suivre et contrôler de facto les pandémies et les épidémies, ainsi de développer une meilleure compréhension de l'impact sur la santé et les comportements des citoyens de nombreux phénomènes comme le changement climatique, la pollution et le déclin de la biodiversité. Elle ouvre la voie à une stratégie européenne globale de santé publique dans un paysage plus lisible.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- La « *Conférence sur l'avenir de l'Europe* » a identifié la santé comme une priorité européenne essentielle et a souligné que les deux piliers fondamentaux de l'action de l'UE dans ce domaine devraient être l'égalité d'accès à la santé et l'éducation des citoyens sur le comportement et le mode de vie.
- L'UE élabore depuis longtemps des législations pharmaceutiques dans le cadre du marché unique tout en réglementant l'accès en s'appuyant sur les évaluations de l'Agence européenne des médicaments.
- Une « *Union européenne de la santé* » a été lancée, principalement basée sur des approches sectorielles : un « plan de lutte contre le cancer » de l'UE, des mesures pour la santé mentale et des mécanismes de « *préparation aux crises* ».
- La pandémie de COVID-19 a conduit les pays européens à l'achat commun de vaccins et à la création de la « *Health Emergency Preparedness and Response Authority* » (HERA) fondée sur la collecte de renseignements et les capacités d'intervention conjointes.

Impératifs et étapes clés

- Les Européens devraient oser inventer leur système de santé publique idéal pour 2040 et commencer à le mettre en œuvre au plus tôt. Les objectifs devraient viser à fournir de meilleurs diagnostics et pronostics pour tous, à développer la prévention, à habiliter les citoyens à gérer leur capital santé, à améliorer le traitement personnalisé et à accélérer la recherche grâce à une véritable transdisciplinarité. Les Européens doivent tirer parti des révolutions scientifiques et technologiques en cours pour concevoir un système de santé de nouvelle génération qui réponde à des objectifs d'universalité, de qualité et de personnalisation, tout en étant potentiellement plus holistique et beaucoup moins coûteux. Pour atteindre la masse critique, ce nouveau système doit être pensé de facto à l'échelle de l'UE, la seule à même à fournir la taille critique permettant des économies d'échelle massives. Un énorme travail de sensibilisation doit être mené dès maintenant avec comme premier terrain à court terme le domaine du diagnostic biologique.
- Les Européens peuvent se fixer comme premier objectif réaliste à court terme de faire beaucoup plus en matière de soins préventifs en assurant un accès égal aux diagnostics et au suivi d'ici 2030, sur la base de recommandations politiques claires de l'UE.
- L'UE devrait investir deux fois plus pour prévenir l'apparition de nouvelles maladies infectieuses. Parallèlement au développement de vaccins, les antibiotiques et autres médicaments devraient bénéficier d'un financement beaucoup plus important et de processus d'approbation plus rapides.
- En ce qui concerne les essais cliniques et les produits pharmaceutiques, l'UE dispose de réglementations plus strictes que les États-Unis. Sans affecter la qualité des essais, ces réglementations devraient être revues pour faciliter l'innovation technologique et les développements industriels.
- S'appuyant sur le nouvel espace européen des données de santé, l'UE devrait promouvoir des politiques axées sur les données de santé et faire œuvre de pionnier dans l'utilisation des données de santé pour améliorer l'efficacité des systèmes de santé à travers l'Europe.
- Les technologies liées à la santé et l'intelligence artificielle apportent beaucoup aux systèmes de santé et peuvent avoir un impact important sur l'industrie. L'UE devrait affirmer son leadership dans le secteur des technologies de la santé en augmentant son soutien aux chercheurs et aux acteurs industriels, en favorisant autant que possible les marchés publics transnationaux pour les équipements médicaux de nouvelle génération.
- La dichotomie entre les secteurs public et privé de la santé doit être surmontée par l'innovation sociale, basée sur des partenariats public-privé (comme l'ont fait la Slovénie et le Portugal), offrant un meilleur accès aux citoyens et aux acteurs industriels.

Question 10 : Atteindre les objectifs en matière de changement climatique d'ici 2040 et préparer ceux de 2040-50

Les principaux défis

- Bien que les pays de l'UE ne représentent qu'environ 8 % des émissions mondiales de CO₂, ils ont contribué à environ 20 % des émissions depuis le début de l'ère industrielle. Par conséquent, la pression internationale est forte pour qu'ils reconnaissent une responsabilité majeure tout en jouant un rôle clé dans la réduction des émissions.
- Les pays de l'UE ne peuvent pas lutter contre le changement climatique et sauver la planète à eux seuls ; ils ne peuvent donc avancer qu'en coopération avec d'autres acteurs internationaux clés (les États-Unis, la Chine et les pays "émergents") et tenter de les convaincre d'agir dans la même direction.
- La lutte contre le changement climatique alimente les préoccupations sociales quant aux coûts de la transition environnementale pour les citoyens et les entreprises tout en alimentant la résistance politique et sociétale contre les changements du "mode de vie européen".
- L'agriculture est un secteur essentiel pour la production alimentaire et les économies et écosystèmes nationaux et régionaux. Elle a été dès le début du projet européen une priorité de l'UE et doit le rester. Dans la lutte contre le changement climatique, la transition de ce secteur nécessite une attention particulière.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Le "Green Deal" de l'UE vise à transformer l'Europe en premier continent climatiquement neutre d'ici 2050, grâce à l'utilisation d'outils juridiques et financiers complémentaires.
- En 2023, les Européens ont réduit leurs émissions de CO₂ de 32 % par rapport à 1990 ; la voie vers la réduction ciblée de 55 % d'ici 2030 sera particulièrement difficile.
- L'UE a récemment commencé à se concentrer sur les dimensions industrielles et technologiques de la transition environnementale, en adoptant des actes et des mesures favorisant les acteurs économiques et les producteurs européens.

Impératifs et étapes clés

- L'UE doit continuer à se comporter comme une force internationale motrice en matière de durabilité et de protection du climat pendant les COP successives, tout en continuant d'adopter des mesures qui « *écologisent* » les pratiques de ses partenaires grâce à une combinaison d'outils juridiques (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, Règlement européen contre la déforestation, Accords commerciaux de nouvelle génération...) et d'aides financières aux pays non industrialisés et aux pays les plus vulnérables au changement climatique.
- L'UE doit maintenir son leadership mondial en établissant un objectif ambitieux de réduction de 90 % de ses émissions de CO² d'ici 2040 pour atteindre la neutralité climatique en 2050. À cette fin, elle doit étendre la tarification du carbone à tous les secteurs économiques. Cet objectif sera beaucoup plus difficile à atteindre que l'objectif de 2030 et nécessitera une approche radicalement nouvelle et inclusive.
- Les institutions de l'UE doivent définir leurs stratégies et actions en matière de climat sur la base d'une coordination et d'une appropriation efficaces de toutes les parties prenantes concernées (secteur privé, gouvernement, ONG, organisations de jeunesse, scientifiques et citoyens...).
- Le secteur agricole devrait participer aux stratégies de lutte contre le changement climatique tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Celle-ci doit mettre en place les réglementations et les in-

citations appropriées pour une agriculture durable, avec une inclusion équitable des petites et moyennes exploitations. C'est encore plus important dans la perspective de l'élargissement de l'UE.

- La centralité de l'innovation en tant que pilier clé de la stratégie de l'UE en matière de changement climatique doit être renforcée. Cet objectif doit être atteint grâce à la diplomatie liée à la technologie afin de garantir l'approvisionnement en composants clés, en mettant davantage l'accent sur les projets industriels européens à carboneutralité nette et en soutenant les innovations sociales et de style de vie.
- Les Européens doivent travailler sur des projets ambitieux comme la fusion nucléaire, la biologie synthétique pour produire des matériaux critiques et le captage du carbone.
- La diminution de la demande énergétique de l'Europe devrait être alignée sur les objectifs de développement durable des Nations Unies, en mettant l'accent sur des modes de vie moins gourmands en ressources et sur l'utilisation de sources d'énergie renouvelables (SER).
- L'UE et les autorités nationales devraient doubler le financement public consacré à la transition environnementale, notamment via les deux prochains cadres financiers pluriannuels (2028-2034 et 2035-2041).

Question 11 : Préserver et développer les droits, la protection sociale et le bien-être des citoyens européens

Les principaux défis

- Parce que l'UE est d'abord perçue comme un producteur de règles et qu'elle n'est pas considérée comme un fournisseur direct de biens communs, les citoyens européens s'interrogent sur la capacité de l'Union européenne à agir concrètement pour leur bien-être et leur protection.

- Un élément clé du bien-être est l'emploi et les revenus qui en découlent, ce qui permet la liberté, la sécurité, le pouvoir d'achat, la satisfaction professionnelle et sociale etc. L'Europe a une solide tradition de coopération dans le cadre de partenariats public-privé pour l'emploi. Il en résulte des stratégies

nationales et des traditions de négociation collective et de dialogue entre les gouvernements et les partenaires sociaux (principalement menées aux niveaux national et local). Toutefois, le cadre économique et fiscal européen devrait être propice à la création d'emplois de qualité.

- Un autre élément clé pour assurer le bien-être est le partage des coûts de la transition vers une économie verte, qui est encouragée par l'UE. Si celui-ci n'est pas réalisé correctement, les autorités européennes et nationales perdront leur légitimité politique et sociale.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les Européens ont financé des politiques structurelles et de cohésion en partenariat avec les autorités locales et nationales qui en ont récupéré des bénéfices majeurs avec un impact concret dans le quotidien des citoyens sans pour autant que ces derniers en aient conscience en raison de la faible visibilité donnée à ces politiques européennes par les gouvernements et les autorités locales.

- Les Européens discutent du salaire minimum depuis au moins 20 ans. Étant donné qu'un niveau de salaire nominal uniforme détruirait les économies en développement et perturberait les structures salariales existantes dans les économies les plus avancées, des principes et des objectifs communs n'ont finalement été adoptés qu'en 2022.

- En 2017, l'UE a adopté un « *pilier européen des droits sociaux* » fondé sur « *20 principes clés* » et trois catégories complémentaires : la promotion de l'égalité des chances et l'accès au marché du travail (éducation, formation, égalité des sexes), des conditions de travail équitables (tels que les niveaux de salaire, le dialogue social et la participation des travailleurs à la prise de décision et l'équilibre entre vie

professionnelle et vie privée) et la protection et l'inclusion sociales (telles que les prestations de chômage, le revenu de vieillesse, les pensions et les soins de santé).

- Dans le contexte de la COVID-19, l'UE a développé la capacité de tripler les actifs des programmes de soutien social et économique et de créer un instrument temporaire de réassurance chômage publique par le biais de l'aide à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (SURE) pouvant atteindre 100 milliards d'euros, financé par des obligations sociales spéciales de l'UE. Dix-neuf mesures nationales du marché du travail soutenues par SURE ont permis d'empêcher les hausses prévisibles et au contraire de réduire le nombre de chômeurs de près de 1,5 million de personnes en 2020, malgré d'importantes baisses du PIB.

- La BCE assure aux Européens la stabilité des prix et la stabilité financière, en contribuant à la protection du pouvoir d'achat des citoyens de l'UE, à une croissance économique plus stable et à la résilience du système financier.

Impératifs et étapes clés

- La dimension sociale de la transition verte doit être traitée correctement par les autorités européennes, nationales et locales. L'UE devrait créer et coordonner un pilier social dans le cadre du pacte vert, sur la base d'une augmentation substantielle du soutien financier, d'une formation professionnelle adéquate et d'une éducation civique pour expliquer la nécessité du changement.
- L'UE devrait permettre l'investissement social et le développement de services d'apprentissage et de soins tout au long de la vie dans les systèmes nationaux de protection sociale, également pour soutenir l'égalité des sexes.
- L'UE devrait faire du programme SURE en un instrument permanent pour amortir des chocs potentiels futurs et soutenir les risques de chômage partiel

dans tous ses États membres. L'UE devrait ainsi créer un « régime de réassurance chômage » financé par le budget de l'UE et soutenant tous les systèmes nationaux d'assurance chômage sur une base permanente.

- L'UE devrait communiquer beaucoup plus directement aux citoyens sur les instruments qui fournissent les biens publics européens existants (fonds structurels, droits sociaux européens, « SURE »...) et les rendre plus visibles et accessibles.
- L'UE devrait concentrer ses actions sur les questions sociales les plus courantes et respecter le principe de subsidiarité pour les questions moins consensuelles (comme par exemple l'âge de la retraite).

Question 12 : Réaliser les investissements et les transferts nécessaires au bien-être des sociétés européennes

Les principaux défis

- Faire face aux transitions climatiques et numériques exige une adaptation, une transformation, des investissements et des transferts massifs au sein des sociétés européennes et entre les pays.
- Dès lors que les Européens les plus pauvres ne sont pas en mesure de contribuer autant que les plus riches, les politiques de lutte contre le changement climatique doivent être redistributives pour être efficaces.
- La nécessité de consacrer plus de moyens à la sécurité collective européenne mais aussi au vieillissement des sociétés implique de redistribuer les dépenses publiques en Europe tout en respectant les équilibres intergénérationnels.
- Si l'UE a renforcé l'alignement entre les politiques monétaire et budgétaire dans des environnements inflationnistes, permettant de mieux lutter contre l'inflation, la politique budgétaire doit aussi permettre de protéger les plus vulnérables sans entraver le processus de transmission de la politique monétaire, ce qui suppose des mesures temporaires et ciblées.
- Les accords commerciaux de l'UE ont été un moyen de redistribuer la richesse et les investissements privés entre notre continent et les pays en développement, ainsi qu'au sein des sociétés européennes, mais ils font l'objet d'une pression croissante et d'une moindre acceptabilité pour des raisons sociales et environnementales qui doivent être prises en compte par les décideurs politiques.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- L'ambitieux Pacte vert pour l'Europe, fondé sur des mesures normatives, comprend des outils financiers limités, mais laisse les acteurs nationaux et locaux en première ligne.
- Les Européens ont intégré davantage de contenu environnemental dans leurs nouveaux accords commerciaux et leurs normes et décisions juridiques.
- En 2026, l'UE lancera un « *Fonds social pour le climat* » afin de financer le soutien temporaire direct au revenu des ménages vulnérables. Le fonds privilégiera les investissements dans les mesures d'efficacité énergétique et les mesures et investissements qui réduisent les émissions dans le transport routier et la construction (pour les ménages vulnérables, les microentreprises et les utilisateurs des transports).

Impératifs et étapes clés

- La réorganisation des systèmes fiscaux européens est essentielle pour augmenter les coûts des activités polluantes (transport thermique, compagnies aériennes, transport maritime etc.) ainsi que pour redistribuer les ressources sous forme d'incitations financières aux ménages les plus démunis et aux acteurs économiques fragiles.
- Le lancement du « *Fonds social pour le climat* » devrait être accéléré et il devrait pouvoir utiliser deux fois plus de ressources (jusqu'à 130 milliards d'euros) tout en bénéficiant d'une campagne de communication massive ciblant les citoyens de l'UE qui ignorent son existence.

Question 13: Investir notre argent là où sont nos priorités

Les principaux défis

- Aucune des recommandations du présent rapport ne peut prendre forme sans que les décideurs et les citoyens européens n'acceptent de donner à l'Europe les moyens financiers de ses ambitions. Ce qui est décrit ci-dessous est un ensemble de conditions nécessaires qui sous-tendent tous les aspects de la vision et des mesures présentées dans le rapport.
- Il existe un fossé énorme entre les objectifs communs ambitieux adoptés par les Européens et les moyens financiers disponibles pour les atteindre. Cet écart entre les ambitions collectives affichées qui répondent à de vrais besoins et la faiblesse des moyens pour les satisfaire est de nature à nourrir les populismes et doit être réduit urgemment.
- Des investissements massifs sont nécessaires en Europe pour favoriser les transitions environnementales et numériques ainsi que les efforts de sécurité collective dans un environnement international plus dangereux.
- La plupart des dépenses publiques européennes continuent d'être engagées aux niveaux national et local, l'UE ne représentant que 3 % du total.
- Si les règles européennes en matière d'aides d'État doivent être souples en période de crise aiguë, cette flexibilité engendre une concurrence déloyale à moyen terme et affecte le fonctionnement économique et l'acceptation politique du marché unique concourant à fragiliser ce qui est l'atout majeur de l'Union européenne et de ses citoyens et qui, malgré son inachèvement, permet de maintenir la prospérité européenne dans un contexte de concurrence internationale de plus en plus intense.
- L'existence de biens publics européens dans plusieurs domaines clés (santé, énergie, environnement, transports, numérique, sécurité...) devrait conduire à la création de ressources et de dépenses communautaires adéquates.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les États membres de l'UE ont été en mesure de financer un budget commun représentant environ 1 % du PIB de l'UE, principalement au moyen de transferts nationaux.
- Les Européens ont été en mesure de créer une taxe "Isoglucose" dans les années 1960, de mettre en œuvre une taxe sur l'utilisation unique de plastiques à partir de 2021 et un mécanisme d'ajustement des frontières de carbone, pour façonner les comportements des acteurs privés.
- Les Européens ont accepté une plus grande flexibilité en matière d'aides d'État pour faire face temporairement à des crises aiguës.
- Les Européens ont emprunté de l'argent ensemble pour faire face à des chocs asymétriques, en particulier pour financer le mécanisme européen de stabilité pendant la "crise de la zone euro" et la "facilité pour la reprise et la résilience" dans le cadre du plan de l'UE pour la prochaine génération.
- Les Européens ont révisé le Pacte de stabilité et de croissance pour essayer d'articuler un meilleur contrôle et une réduction de la dette ainsi que des investissements et des dépenses publics. La réduction des risques est essentielle pour garantir la confiance entre les Européens et une évolution intergénérationnelle plus harmonisée.

Impératifs et étapes clés

- Les Européens devraient aller au-delà des fonds structurels et des mécanismes anti-crise (comme le Plan Next Generation EU ou le programme SURE) en créant des outils financiers permanents conçus pour atteindre leurs objectifs stratégiques communs et consolider leur modèle de développement.
- Les Européens devraient continuer à créer des taxes sur le carbone et des ressources (ETS, Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières etc.) pour lutter contre le changement climatique et fournir de nouvelles ressources aux budgets nationaux et de l'UE. Les Européens devraient également créer des taxes conjointes sur les bénéficiaires dans le secteur numérique, ainsi que des taxes sur les secteurs à forte intensité énergétique (tels que les crypto-monnaies et l'intelligence artificielle).
- Les Européens devraient emprunter beaucoup plus d'argent ensemble, bien au-delà des crises, pour réagir efficacement aux défis structurels, comme la transition environnementale ou le renforcement des technologies civiles et militaires européennes. L'émission d'obligations européennes par un Trésor de l'UE devrait devenir une option régulière plutôt qu'une exception ad hoc au service d'un vaste *"Plan d'investissement de l'UE pour le prochain siècle"* (Next Century EU).
- Le *"Plan d'investissement de l'UE pour le prochain siècle"* devrait soutenir le développement de véritables industries et services européens axés sur l'avenir, conformes aux valeurs européennes, dans une perspective *"Tech for Good"* et dans tous les domaines vitaux pour les citoyens de l'UE : défense et sécurité, agriculture, énergie, santé, éducation, démocratie, information et culture...
- Le mécanisme *"Soutien à l'atténuation des risques de chômage en cas d'urgence"* (SURE) devrait être transformé en un instrument permanent de réassurance publique consacré au chômage partiel et financé par des obligations sociales spéciales de l'UE.
- Les États membres et l'Union doivent mettre en place des systèmes d'assurance-dépôts pour réaliser leur union bancaire et mieux protéger l'épargne des citoyens européens.
- Un nouveau Fonds européen pour la souveraineté devrait soutenir les projets de R&D et d'innovation consacrés à la transition environnementale et à l'émergence d'une économie résiliente à faibles émissions de carbone.

Question 14: Préserver et renforcer le rôle et la qualité du pluralisme médiatique et de l'État de droit

Les principaux défis

- Les démocraties européennes sont directement menacées par l'émergence d'autocraties à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, visant à remettre en question la balance des pouvoirs et contre-pouvoirs notamment en réduisant voire supprimant l'indépendance des juges et des médias de service public tout en asphyxiant les médias privés.
- Cette menace s'accroît à l'ère numérique en raison de l'impact des médias sociaux en particulier et des plateformes numériques systémiques en général. Les deux fragmentent la société et défient les médias traditionnels en tant que sources clés d'information, tout en diffusant du contenu polémique et des fausses nouvelles. En outre, en capturant la ressource publique, ils sapent les modèles d'affaires des médias de masse.
- Le respect de l'État de droit dans tous les États membres est essentiel pour l'UE, définie comme une « *Communauté de droit* » dont l'existence même et la cohérence exigent que les citoyens et les entreprises puissent faire appel à des juges et à des autorités indépendantes pour protéger leurs droits.
- La diffusion d'informations approfondies sur les questions européennes est d'autant plus nécessaire que les citoyens de l'UE ont une connaissance limitée de ce qui se passe à Bruxelles et dans les pays de l'UE autres que les leurs.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Une « *East Stratcom Task Force* » qui lutte contre la désinformation a été créée au sein du Service européen pour l'action extérieure. Elle rassemble des experts en communication, en journalisme, en sciences sociales et en études russes.
- L'article 7 du Traité de l'UE a été activé pour surveiller les violations de l'État de droit dans certains États membres et certains fonds ont été suspendus pour faire pression sur les gouvernements réticents.
- La loi sur les services numériques (DSA) donne aux institutions européennes le pouvoir d'imposer plus de règles et de modération sur les plateformes systémiques afin de lutter plus efficacement contre la désinformation.
- Des rapports annuels sur l'État de droit sont publiés par la Commission depuis 2020 afin de faire un bilan annuel du respect de l'État de droit par les États membres de l'UE et de les mettre en situation de corriger les défaillances potentielles.

Impératifs et étapes clés

- Des réglementations européennes plus strictes en matière de propriété et de protection des données devraient être adoptées et mises en œuvre afin d'éviter leur utilisation abusive dans les domaines de l'information et de la démocratie.
- Le respect absolu des dispositions du DSA sur les fake news et la modération doit être garanti par le recours à des sanctions effectives, jusqu'à la suspension des plateformes systémiques.
- Réinventer la démocratie à l'ère numérique devrait être un projet de société qui engage les citoyens de tous les horizons, en s'appuyant sur l'éducation et l'utilisation de GenAI/avatars ("*positive deep fake*") pour créer un véritable espace public européen.
- Au-delà de l'éducation aux médias, il convient de définir et de lancer une stratégie paneuropéenne d'éducation à l'information et de lutte contre la désinformation, articulée autour d'actions et de programmes nationaux et européens.
- L'UE devrait mettre en œuvre une stratégie visant à soutenir la coopération entre les médias et à renforcer la viabilité économique des médias au niveau de l'UE, à financer massivement l'innovation européenne et à promouvoir les infrastructures numériques publiques et privées pour les médias.
- L'UE devrait favoriser l'accès de tous les citoyens européens à des médias multilingues de qualité et à des plateformes d'information de qualité pour permettre aux citoyens de comparer les informations.
- Les citoyens doivent être habilités à évaluer et à reconnaître la désinformation grâce à des programmes d'éducation des électeurs dédiés, comme celui développé en Suède.
- Le respect de l'État de droit dans tous les États membres de l'UE doit être garanti par une combinaison de contrôle juridictionnel de l'UE, de pression politique des pairs et de soutien des sociétés civiles nationales et de leurs représentants.
- La démocratisation de la prise de décision de l'UE (via une plus grande transparence et une participation plus directe) est également essentielle pour démontrer que « Bruxelles » exerce une pression sur elle-même et pas seulement sur les États membres (voir §4.2 à 4.4).

Question 15: Consolider les fondements de la démocratie européenne par l'éducation, la culture et la science

Les principaux défis

- L'UE a obtenu des pouvoirs (« *kratos* »), mais ne jouit que de faibles liens avec ses peuples (« *demoi* »), dont la diversité est à la fois un atout inestimable et une source de malentendus et de méfiance.
- Les valeurs et les pratiques démocratiques sont la pierre angulaire de l'adhésion à l'Union, mais elles semblent de plus en plus contestées à mesure que la distance et la méfiance grandissent entre les citoyens et les institutions et communautés titulaires de l'autorité que sont les institutions traditionnelles, les médias et la communauté scientifique.
- L'affaiblissement des médias et du pluralisme médiatique est accéléré par le développement des médias sociaux et des stratégies ciblées de désinformation étrangères. Les développements numériques récents ont augmenté de façon exponentielle leur impact pour saper la démocratie européenne d'après-guerre tout en favorisant les populismes de toutes sortes. L'Union et ses membres ont jusqu'à présent mieux résisté aux assauts du populisme que les États-Unis, l'Inde ou des pays comme le Brésil et l'Argentine, mais pour combien de temps ?
- Pour permettre aux citoyens de naviguer dans un tel monde au sein duquel la technologie prend un poids sans cesse croissant et d'exercer pleinement sa citoyenneté, il est essentiel que chaque citoyen puisse bénéficier d'une forte culture en matière d'humanités (littérature, histoire, géographie, sociologie...), mais aussi de sciences, de technologies, d'ingénierie et de mathématiques (STIM) et de l'histoire de ces dernières. Ces disciplines favorisent à la fois une pensée critique autonome et rationnelle ainsi que la créativité en même temps qu'elles élargissent les horizons individuels et professionnels et aident à se sentir à l'aise dans un monde en mutation rapide.
- Il est également nécessaire de donner aux citoyens de l'UE les moyens d'accéder à l'histoire, à l'identité et aux politiques de l'UE par le biais de l'éducation et de la culture.

Les principaux défis

- Certaines actions d'éducation aux affaires européennes ont été menées (notamment via le programme Jean Monnet) pour renforcer les connaissances des étudiants et des élites sur l'UE.
- Le label du patrimoine européen a pour objectif de donner vie au récit européen et à l'histoire des principaux sites.
- Le Concours Eurovision de la chanson organisé par l'Union européenne de Radiotélévision offre une occasion unique de réunir chaque année plus de 200 millions d'Européens et de leur donner le sentiment de faire partie de la même communauté.
- Les compétitions sportives européennes (par exemple, la Ligue des champions de l'UEFA) attirent régulièrement des foules massives issues de toute l'Europe, mais seulement deux compétitions élitistes accueillent une équipe européenne (la « *Ryder Cup* » de golf et la « *Laver Cup* » de tennis).

Impératifs et étapes clés

- L'éducation civique sur l'Europe doit être généralisée aux niveaux primaire et secondaire et être accessible tout au long de la vie.
- L'UE devrait renforcer la maîtrise de l'information et faire de l'éducation à l'information une obligation et un droit pour tous les citoyens européens.
- L'UE devrait élaborer une stratégie européenne en matière d'éducation dans le domaine des humanités et des STIM (Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques) accessible à tous les citoyens de l'UE, depuis la petite enfance à la formation continue en passant par l'éducation des adultes.
- Les billets de banque européens devraient avoir pour illustrations des personnalités et des lieux culturels paneuropéens célèbres reconnus par tous comme faisant partie du patrimoine commun afin de nourrir un sentiment d'appartenance mais aussi de contribuer au rayonnement culturel et intellectuel de l'Union européenne et de ses États membres dans le monde.
- Les concours culturels de style Eurovision devraient être soutenus par les institutions de l'UE dans de nombreux autres domaines (danse, cinéma, peinture et graphisme...), afin d'offrir beaucoup plus d'opportunités paneuropéennes pour mieux se connaître et se sentir partie prenante de la même communauté humaine et culturelle.
- L'UE devrait consacrer beaucoup plus de moyens et de visibilité aux itinéraires culturels offrant un accès direct à l'histoire européenne (par exemple, la via Carolus Magnus) ainsi qu'à la mobilité culturelle des jeunes (en combinant un Pass Musée européen avec le Pass Interrail).
- Les écoles européennes devraient offrir un apprentissage bilingue dès la première année et les programmes de mobilité pour les jeunes devraient être étendus et rendus accessibles à des segments plus larges de la société. Un Erasmus pour les collégiens permettrait à toute une génération d'Européens sans exception d'avoir tôt dans leur vie une expérience de mobilité européenne.
- Un programme européen d'éducation populaire sur les affaires européennes (films, livres, vidéos, chansons, séries...) devrait être lancé en 2030. Il pourrait s'intituler le « *programme Jacques Delors* ».
- L'UE devrait financer et soutenir des « *Team Europe* » dans le plus grand nombre possible de nouvelles compétitions sportives (football, volleyball, athlétisme).

Question 16: Bâtir un espace public transnational, multilingue, représentatif et participatif

Les principaux défis

- Le renforcement nécessaire des pouvoirs de l'Union à l'horizon 2030-2040 devrait aller de pair avec l'approfondissement des pouvoirs des citoyens de l'UE.
- Pour nombre d'Européens, à force de vouloir être concrète et de vouloir se présenter comme une productrice de bénéfices catégoriels, l'Union donne le sentiment de valoriser d'abord le consommateur, le travailleur ou le touriste, en négligeant le citoyen européen l'essentiel du temps. L'Union souffre toujours d'un « *déficit civique* ». L'Europe institutionnelle a été faite par des traités successifs, mais, pour paraphraser les pères de l'unification italienne, les Européens sont encore « *à faire* ».
- Les institutions de l'UE bénéficient d'une double légitimité démocratique découlant des pouvoirs conférés aux représentants des États membres et aux députés élus directement, ainsi que de la nomination des membres de la Commission par le Conseil et leur approbation par le Parlement européen.
- Il existe une demande croissante de participation directe et régulière des citoyens européens, qui considèrent que l'élection de leurs représentants n'est qu'une dimension de la démocratie. Ainsi, de plus en plus de pays de l'OCDE ont organisé des assemblées de citoyens et des forums de délibération pour moderniser et redynamiser leur vie et leurs pratiques démocratiques. L'Irlande et la Belgique ont été à l'avant-garde de l'innovation en la matière.
- La participation des citoyens à l'Union est d'autant plus nécessaire qu'elle est souhaitée par les citoyens et que l'Union est perçue comme un système politique et institutionnel complexe et lointain.

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les consultations publiques ouvertes organisées par la Commission offrent à tous les citoyens et acteurs de l'UE la possibilité de s'exprimer sur les initiatives potentielles de l'UE, mais leur succès populaire est limité.
- L'élection directe des membres du Parlement européen reste la principale expérience de démocratie européenne accessible aux citoyens de l'Union. Bien qu'elle ait gagné en importance au fil du temps, elle reste trop occasionnelle.
- Les institutions, les politiques et les réunions de l'UE font l'objet d'un suivi de plus en plus attentif par les médias traditionnels et les médias sociaux, mais celui-ci ne réduit que très partiellement le déficit civique.
- En promouvant un processus « *Spitzenkandidaten/ Candidats tête de liste* » pour la présidence de la Commission européenne, les partis politiques européens ont tenté d'établir un lien plus direct entre les élections européennes et le choix du président de la Commission, mais cette pratique n'a pas été acceptée comme un élément régulier.
- Certains médias paneuropéens ont été créés au fil du temps, d'Euronews à Politico, mais leur public reste assez élitiste et spécialisé.

IV. Co - construire un pouvoir démocratique

- Les programmes Erasmus et autres programmes d'échanges emblématiques restent trop limités, bien qu'ils aient bénéficié depuis quinze ans d'un financement constamment accru au profit d'une plus grande partie de la population de l'UE.
- Les programmes de jumelage de longue date ont favorisé le développement d'échanges informels à un niveau plus populaire.
- Les « initiatives citoyennes européennes » lancées en 2011 ont permis à un million de citoyens, issus d'au moins 7 pays de l'UE, de demander à

la Commission de rédiger une proposition législative, sans impact majeur à ce stade.

- La « Conférence sur l'avenir de l'Europe » est un exemple ad hoc frappant de ce qu'un forum représentatif et participatif multilingue peut apporter en termes d'appropriation citoyenne et de valeur ajoutée.
- À partir de 2022, la Commission a convoqué des conventions et des panels de citoyens représentatifs et participatifs en vue de définir certaines de ses principales initiatives législatives.

Impératifs et étapes clés

- D'ici 2030, l'eupéanisation des élections des députés européens devrait être fortement approfondie par l'harmonisation des critères d'éligibilité et des âges de vote, l'identification d'un seul jour de vote, le respect systématique de la pratique du « candidat principal » par les institutions de l'UE et la création de listes transnationales – afin d'en faire une véritable expérience démocratique européenne.
- Bien avant 2040, le « processus des candidats principaux » doit devenir la pratique courante et acceptée pour nommer le président de la Commission européenne.
- Les institutions de l'UE devraient organiser un espace public numérique multilingue, exploitant le potentiel des nouvelles technologies (y compris l'intelligence artificielle pour la traduction), en finançant une plateforme européenne multilingue engageant les citoyens et donnant accès et visibilité aux médias professionnels et aux principaux acteurs des réseaux sociaux civiques. Cet « Espace public européen numérique » devrait accueillir des contenus informatifs sur l'Europe et ses États membres, ainsi que des initiatives et débats publics nationaux et européens.
- L'UE devrait s'appuyer sur l'exercice de la « Conférence sur l'avenir de l'Europe », qui a été une expérience transformatrice pour ceux qui y ont participé. La possibilité de participer à ce type d'expérience devrait devenir une opportunité accessible à tous les citoyens européens.

• Les institutions de l'Union (Commission, Conseil, Parlement, Comité économique et social, Comité des Régions) doivent structurer un espace public multilingue, physique et numérique en rassemblant en ligne et sur place des panels de citoyens délibératifs et des conventions de citoyens. Il s'agit notamment, mais pas seulement, de permettre aux citoyens, tels des groupes d'experts avec une perspective citoyenne, de contribuer à la réflexion sur l'ordre du jour et les priorités des institutions de l'UE et à la définition du contenu des politiques de l'UE. Un cadre juridique interinstitutionnel devrait être adopté à cette fin, fournissant des détails et des options sur la sélection et l'implication des citoyens, la manière dont leurs recommandations seront suivies et la visibilité accordée à l'ensemble du processus participatif.

• En complément, les Européens, dans les villes et villages, devraient avoir un mot à dire plus direct dans la définition des priorités de l'UE, compte tenu de l'intensité de la vie démocratique locale : les citoyens issus d'un réseau représentatif de villes et de villages européens pourraient ainsi être invités à participer à des panels citoyens annuels réunis par le Comité des régions pour façonner toutes les politiques traitées par cet organe consultatif.

• Tous les citoyens de l'UE devraient avoir accès à l'éducation civique de l'UE et l'accès à Erasmus devrait être élargi à tous les élèves du secondaire européen à commencer par les collégiens.

Question 17: Doter l'UE de capacités efficaces de prise de décision et d'exécution

Les principaux défis

- Si *“Unie dans la diversité”* doit rester le fondement de l'esprit de l'UE, les défis internationaux et internes urgents auxquels l'Union est confrontée exigent une capacité de prise de décisions collectives et de mise en œuvre effective et rapide considérablement accrue.
- Les principes et procédures démocratiques européens sont un atout clé en termes d'intelligence collective et d'acceptation sociale. Cependant, ils doivent être conciliés avec la nécessité de concurrencer les pays autocratiques (par exemple, la Chine et la Russie) ainsi que d'autres grandes puissances fédérales (les États-Unis, l'Inde).
- Des décisions consensuelles ont été adoptées face à des crises et des menaces aiguës (Brexit, COVID-19 et invasion russe de l'Ukraine), mais la nécessité de parvenir à l'unanimité des États membres reste contre-productive. Elle n'est plus envisageable avec la perspective de l'adhésion possible de neuf nouveaux États membres.
- La mise en œuvre concrète des décisions européennes repose principalement sur les acteurs nationaux et régionaux, sous le contrôle des institutions de l'UE (Commission et Cour de justice).

Bilan de l'Europe jusqu'à présent

- Les procédures décisionnelles européennes ont été régulièrement réformées par des révisions successives des traités, en prévoyant davantage de votes à la majorité qualifiée entre les États membres et davantage de codécision entre le Parlement européen et le Conseil.
- Certaines agences européennes ont été créées pour préparer et mettre en œuvre certaines décisions de l'Union (par exemple, Reach Agency) et pour garantir une mise en œuvre plus directe et rapide.
- Une « *Conférence sur l'avenir de l'Europe* » a été organisée afin de promouvoir une UE plus démocratique et plus efficace. Les principales propositions institutionnelles restent à mettre en œuvre.

Impératifs et étapes clés

- La généralisation du vote à la majorité qualifiée au Conseil devrait être réalisée d'ici 2030-2040 tandis que le vote à l'unanimité devrait porter sur certaines décisions stratégiques fondamentales comme l'accession de nouveaux membres ou le vote du cadre financier pluriannuel.

- L'UE devrait être repensée comme une *"maison polyvalente"*, dont les habitants, en l'occurrence les États membres, sont liés par des engagements politiques fondamentaux comme la mise en œuvre des quatre libertés et le partage de pratiques démocratiques, tout en ayant la possibilité de former des *"coalitions de volontaires"* pour faire face aux défis et besoins immédiats. Dans le prolongement des coalitions existantes en matière de contrôle des frontières

(Schengen) et d'Union monétaire (zone euro), les pays européens doivent pouvoir former rapidement des coalitions dans les domaines de la sécurité et de la défense.

- Les agences et organismes européens doivent se voir accorder des moyens juridiques et des ressources financières, humaines et technologiques correspondant à l'ampleur des défis auxquels ils sont confrontés (par exemple, l'Autorité européenne de sécurité des aliments, Reach Agency, Corps européen de garde-frontières, Agence européenne de défense) pour ne pas créer des attentes de la part des citoyens qu'elles ne pourraient satisfaire.

L'agenda des dirigeants européens, les prochaines élections européennes et la prochaine Commission

Nous souhaitons vivement que les principaux diagnostics et recommandations du rapport du Conclave alimentent une réflexion de fond et un débat public de qualité sur le rôle des Européens dans un monde en rapide évolution. Cela intervient à un moment où l'agenda de l'Union européenne devrait être redéfini par ses citoyens et ses nouveaux décideurs à l'horizon 2030 et au-delà.

Le temps est venu pour l'UE de s'affirmer en tant qu'Union exerçant un pouvoir géopolitique efficace, se redonnant les moyens du leadership technologique tout en assurant le bien-être de ses citoyens, le respect de l'État de droit et le maintien de son engagement démocratique. Tout cela ne sera possible qu'avec une volonté collective émanant des citoyens et des dirigeants, des capacités d'action renforcées et des ressources adaptées pour atteindre les objectifs communs.

Dans cette perspective, le présent rapport vise à contribuer :

1 Aux discussions stratégiques du Conseil européen qui doit élaborer et proposer de nouvelles priorités pour le mandat 2024-2029 ce printemps, avant les prochaines élections européennes.

2 Aux programmes construits par les partis politiques européens et nationaux et leurs candidats en campagne pour les élections européennes prévues du 6 au 9 juin 2024.

3 Aux orientations et propositions préparées par les services de la Commission européenne et les nouveaux commissaires, avant les lettres de mission que le futur président de la Commission européenne adressera à chaque commissaire et leurs auditions par le Parlement européen en septembre et octobre 2024.

4 Aux travaux menés par le Comité économique et social européen et le Comité européen des régions.

5 Aux réflexions de toute partie prenante concernée et de tout citoyen désireux d'utiliser ce rapport comme un élément constitutif du processus démocratique, conduisant à l'adoption et à la définition des priorités futures de l'Union européenne.

Tous les commentaires reçus sur ce rapport seront très utiles dans le contexte de la deuxième édition du Conclave, compte tenu des efforts continus jugés nécessaires pour construire une Union européenne capable d'évoluer et de relever les multiples défis auxquels ses citoyens sont confrontés.

LES PARTICIPANTS * au premier Conclave

Piotr ARAK,

Économiste en chef de VeloBank,
ancien directeur de l'Institut économique polonais

Piero BENASSI,

ancien ambassadeur d'Italie
et représentant permanent auprès de l'UE

Jan Krzysztof BIELECKI,

ancien Premier ministre polonais,
Président du Comité consultatif des partenaires d'EY

Jean-Pierre BOURGUIGNON,

Mathématicien, ancien président du Conseil européen
de la recherche, membre de l'Academia Europaea

Mário CENTENO,

Gouverneur de la Banque du Portugal

Stefan COLLIGNON,

Professeur de politique économique européenne
à la London School of Economics (LSE)

Antonio COSTA,

Premier ministre du Portugal

Nadia CRISAN,

Directrice exécutive de l'Institut Liechtenstein
à l'Université de Princeton

Samantha CRISTOFORRETTI,

Astronaute de l'Agence spatiale européenne

Péter CSÁKAI-SZCÓKE,

Citoyen de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Eszter DAVIDA,

Directrice du KÉK
(Centre hongrois d'architecture contemporaine)

Annemie DE CLERCK,

Citoyenne de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Marianne DONY,

Professeure honoraire à l'Université libre de Bruxelles

Florian DRÜCKE,

Président-directeur général de la Bundesverband
Musikindustrie e.V.

Sorin DUCARU,

Directeur du Centre satellite de l'Union
européenne (SatCen)

Daniela DUMITRU,

Citoyenne de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Philippe ÉTIENNE,

Ambassadeur de France en Allemagne
et aux Etats-Unis, ancien conseiller diplomatique
du Président de la République, Président de la Mission
du 80ème anniversaire de la libération de la France

David FARRELL,

Professeur titulaire de la Chaire de politique
à University College Dublin

Mariya GABRIEL,

Vice-Première Ministre et ministre
des Affaires étrangères de la République de Bulgarie

Aart Jan de GEUS,

Ancien ministre des Affaires sociales des Pays-Bas,
ancien secrétaire général adjoint de l'OCDE

Anthony GOOCH GÁLVEZ,

conseiller stratégique de Re-Imagine Europa,
directeur des affaires publiques de l'OCDE

Peter GRK,

Ambassadeur, Secrétaire général
du Bled Strategic Forum

Reiner HOFFMANN,

Président du Conseil allemand pour le développement
durable

Sophie JAVARY,

Vice-Présidente CIB EMEA à BNP Paribas

Guillaume KLOSSA,

Écrivain, Président d'EuropaNova, Président de T-Life,
Président du Board du Conclave

Ivan KRASTEV,

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia)

Jörg KUKIES,

Secrétaire d'État à l'économie, aux finances et aux affaires européennes auprès de la Chancellerie fédérale allemande

Mikael LEYI,

Secrétaire général de SOLIDAR

Sven Otto LITTORIN,

président de White Pearl Technology Group AB

André LOESEKRUG-PIETRI,

Président et directeur scientifique de la Joint European Disruptive Initiative

Sofia MOREIRA DE SOUSA,

Cheffe de la représentation de la Commission européenne au Portugal

Stjepan OREŠKOVIĆ,

Co-proprétaire de M+ Group

Fabrizio PAGANI,

Conseiller Senior Vitale & Co, Professeur à Sciences Po, Ancien sherpa du G20

Maria João RODRIGUES,

ancienne ministre du Portugal, ancienne députée européenne, négociatrice des traités européens

Karin ROELOFS,

Professeure de psychopathologie expérimentale à l'Université Radboud de Nimègue

Grégoire ROOS,

Responsable du dialogue politique et de l'innovation politique à la Fondation BMW

Oliver RÖPKE,

Président du Comité économique et social européen (CESE)

Jochen SANDIG,

Intendant du Festival des arts, de la démocratie et du développement durable de Ludwigsburg

Daniela SCHWARZER,

Politologue, membre du conseil d'administration de la Fondation Bertelsmann

Erika STAËL VON HOLSTEIN,

Directrice générale, de Re-Imagine Europa

Iva TOLIĆ,

Directeur du groupe de recherche et professeur de biologie à l'Institut Ruđer Bošković

Daniel TRAÇA,

ancien doyen et professeur d'économie, Nova School of Business and Economics

Loukas TSOUKALIS,

Président d'ELIAMEP Athènes, Professeur à Sciences Po Paris

Jean-François VAN BOXMEER,

Président de Vodafone, Président de la Table ronde européenne pour l'industrie (ERT)

António VITORINO,

ancien commissaire européen, ancien directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations

Agnieszka WYKOWSKA,

Professeur, chef d'unité "*Cognition sociale dans l'interaction homme-robot*" à l'Institut italien de technologie

Malte Tim ZABEL,

Co-directeur du programme sur l'avenir de l'Europe à la Bertelsmann Stiftung

* Les biographies figurent à l'annexe 4 (P. 62)

Les Européens vus de l'extérieur : la Conférence internationale du Conclave

Cette synthèse est établie à partir des contributions personnelles de Rukia Bakari de l'Institut Gorée (Kenya/Sénégal), Pedro Miguel Da Costa e Silva, ambassadeur du Brésil auprès de l'UE (Brésil), Anthony Gardner, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE (États-Unis), Maja Pisevic du Conseil atlantique (Serbie) et Trisha Shetty du Forum de Paris sur la paix (Inde) et les discussions qu'ils ont eues avec les participants au Conclave. Ils ont gracieusement accepté de participer à une Conférence publique tenue à Cascais le 24 novembre 2023, juste avant la réunion du Conclave. Cela a permis aux participants d'entendre des perspectives extérieures sur l'Europe.

La synthèse a été rédigée sous la seule responsabilité du Board du Conclave.

1. Points de vue extérieurs sur l'UE aujourd'hui

- De l'extérieur, l'Union européenne est perçue comme l'une des plus grandes réussites politiques de l'histoire, mais l'UE, ses États membres et ses citoyens n'ont pas développé le discours et l'appropriation nécessaires pour tirer parti de cette réalisation. Au contraire, on les voit souvent se concentrer sur ce qui les divise, tout en ignorant ce qui les unit. Pourtant, cette unité est profonde et forte. L'absence d'un discours partagé pousse les citoyens et les États membres de l'UE à surestimer leurs divisions et à sous-estimer leurs forces majeures et uniques.
- L'UE est considérée comme une région très attrayante, offrant d'excellentes conditions de vie économiques, sociales, culturelles et politiques. Cet attrait est évident, car de nouveaux États membres et de nombreux migrants cherchent à rejoindre l'Union.
- Les Européens prennent rapidement du retard en matière de démographie, d'énergie, d'innovation et de technologie. Cela met en danger leur potentiel de croissance et met en péril leur influence. Ceci est particulièrement critique dans le domaine de la technologie, le principal moteur de puissance, de croissance et d'influence.
- L'UE est une superpuissance dans des domaines tels que le commerce, le climat, la concurrence et les sanctions. Elle établit des réglementations cruciales et exerce une influence mondiale importante, souvent sous-estimée par les Européens.
- L'UE est très loin de réaliser son potentiel économique, technologique et diplomatique, entravé par l'exploitation limitée du marché unique et de l'euro, par ses processus de décision souvent lents et par des positions politiques divergentes de ses États membres sur les questions internationales.
- L'UE est un partenaire économique et politique essentiel pour la plupart des régions du monde.
- Dans les pays en développement et émergents, l'UE est perçue comme une forteresse dans la gestion du commerce et des migrations. Cette perception alimente l'hostilité et la suspicion croissantes des pays du Sud à l'égard de l'UE engendrant des coûts politiques et économiques majeurs qui doivent être pris en compte.
- L'UE fait face à des accusations de cynisme et de double standard dans la promotion de la paix, de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit, notamment en raison de ses relations avec certaines dictatures et de la priorité accordée à la sécurité et aux intérêts économiques. Sa conduite dans les négociations d'adhésion est également critiquée.
- L'approche restrictive de l'Europe à l'égard des migrations est perçue comme contraire à ses besoins économiques et à ses intérêts vitaux ; tout comme l'est son soutien à certains régimes autoritaires qui alimentent l'instabilité et les migrations irrégulières.

2. Points de vue extérieurs sur notre avenir : qu'attendent-ils de l'UE ?

- L'UE devrait développer, avec ses États membres et ses citoyens, un récit commun sur l'impact positif du processus d'intégration européenne mettant en valeur les réalisations remarquables et uniques au monde du projet européen : la construction de la paix entre les États membres, un système octroyant les droits et libertés les plus avancés au monde et effectivement garantis pour tous les citoyens européens, conformément aux valeurs et principes européens, des perspectives personnelles et professionnelles élargies pour tous, une prospérité partagée... Les Européens doivent développer la conscience, l'appropriation et la fierté de ce qu'ils ont construit et construisent et ils doivent le promouvoir.

- À court terme, l'UE devrait donner la priorité à la stabilisation de son voisinage immédiat (pays candidats, Afrique, Moyen-Orient etc.), en particulier à la lumière de la résistance européenne à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

- En poursuivant de nouvelles vagues d'élargissement, l'UE peut élargir sa sphère de valeurs communes et de stabilité, tout en soulignant avec la plus grande fermeté qu'il s'agit d'un investissement géopolitique dans la sécurité européenne et mondiale.

- Les Européens devraient intégrer davantage de préoccupations en matière de sécurité dans leurs stratégies et politiques économiques, y compris en matière d'IDE, de contrôle des exportations, de mesures antidumping et antisubventions et dans les règles d'origine.

- Les alliés de l'Europe, en particulier les États-Unis, trouvent le concept d'« *autonomie stratégique* » ambigu, cette ambiguïté est également perçue par le reste du monde. Des objectifs plus acceptés seraient de réduire les dépendances et les vulnérabilités européennes et d'affirmer l'UE en tant que puissance.

- Du point de vue de Washington, l'importance de l'Europe se mesure par sa contribution à la concurrence américaine avec la Chine. Cependant, si l'UE veut être entendue et écoutée par les États-Unis, elle doit se comporter en tant que puissance et pas seulement en tant qu'allié et atteindre un leadership technologique beaucoup plus grand. C'est aussi la condition d'un partenariat équilibré entre l'UE et les États-Unis et d'un intérêt renouvelé des États-Unis à s'engager en Europe au-delà d'un réengagement

conjuncturel lié à l'agression russe contre l'Ukraine.

- Le reste du monde s'attend à ce que l'UE adopte une position géopolitique et commerciale plus ouverte et équilibrée, offrant une alternative à la confrontation américano-chinoise et à leur duopole de fait, qui n'est dans l'intérêt de personne, sauf des États-Unis, de la Chine et de leurs industries militaires et technologiques.

- Si les Européens ne souhaitent pas prendre en charge leur sécurité collective seuls, même s'ils ont la capacité de le faire à moyen terme, ils devraient la développer en collaboration avec leur allié américain, en particulier pour ce qui concerne les technologies de défense les plus avancées sur lesquelles les Américains exercent aujourd'hui un large monopole, tout en étant plus proactifs dans d'autres aspects de la sécurité, comme la lutte contre le terrorisme.

- Les Européens doivent continuer à plaider pour la consolidation de l'ordre multilatéral d'après-guerre en promouvant des organisations plus représentatives et ouvertes à de nouveaux acteurs.

- Les "leçons" que les Européens donnent au monde extérieur sont souvent contre-productives et perçues comme postcoloniales, qu'il s'agisse de droits de l'homme, de défis géopolitiques ou de questions environnementales, même si, à bien des égards, l'UE montre l'exemple.

- L'UE et ses États membres devraient faire preuve de beaucoup plus d'empathie et d'écoute à l'égard du monde extérieur et être capables de s'inspirer du reste du monde et de le montrer.

- Les défis en matière de développement, de migration, de climat et de sécurité doivent être relevés par le biais de partenariats qui vont au-delà des relations entre donateurs et bénéficiaires, même si une aide accrue de l'UE est nécessaire.

- L'UE a besoin d'une représentation politique et institutionnelle plus unifiée au niveau international, basée sur une nouvelle répartition des rôles entre la Commission et le Conseil. Une voix unique et unifiée des États membres est également fondamentale.

- L'"empowerment" des Européens et de l'UE doit être considéré comme un défi et un objectif clés pour les années et décennies à venir.

Board du
CONCLAVE

Initiateur du Conclave et président du Board du Conclave

Guillaume KLOSSA,

Écrivain, Président d'EuropaNova,
Président de T-life, ancien conseiller spécial
pour l'intelligence artificielle et la régulation
des plateformes du Vice-Président
de la Commission européenne

Cofondateurs et membres du Board du Conclave

Piero BENASSI,

Ambassadeur d'Italie, Représentant permanent
auprès de l'UE (2021-2023)

Jean-Pierre BOURGUIGNON,

Mathématicien, ancien président du Conseil européen
de la recherche, membre de l'Academia Europaea

Étienne DAVIGNON,

ancien vice-président de la Commission européenne

Philippe ÉTIENNE,

Ambassadeur de France, ancien Conseiller
diplomatique du Président de la République, Président de
la Mission du 80^{ème} anniversaire de la libération de la France

Aart de GEUS,

ancien ministre des Affaires sociales des Pays-Bas
et Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Peter GRK,

Diplomate, Secrétaire général du Forum stratégique
de Bled

Maria João RODRIGUES,

ancienne ministre de l'emploi du Portugal
et députée européenne, négociatrice finale
de la stratégie de Lisbonne, du traité de Lisbonne
et du socle européen des droits sociaux

Grégoire ROOS,

Responsable du dialogue politique
et de l'innovation politique, Fondation BMW

Daniela SCHWARZER,

Politologue, membre du conseil d'administration
de la Fondation Bertelsmann

Erika STAËL von HOLSTEIN,

Directrice Générale de Re-Imagine Europa

Loukas TSOUKALIS,

Président d'ELIAMEP Athènes,
Professeur à Sciences Po Paris

António VITORINO,

ancien Commissaire européen et ancien
Directeur général de l'Organisation internationale
pour les migrations

Guillaume Klossa

est un acteur et penseur du projet européen, conseiller politique et chef d'entreprise. Expert en stratégie et questions européennes, il est cofondateur et président du Board du Conclave ainsi que du think tank EuropaNova. Il a été conseiller de la présidence française du Conseil de l'Union européenne pendant le mandat du président Nicolas Sarkozy, puis sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe présidé par le président Felipe Gonzalez (Conseil européen) et, plus récemment, conseiller spécial pour l'intelligence artificielle et la régulation des plateformes d'Andrus Ansip, vice-président de la Commission européenne. Il préside T-life, une entreprise Deeptech qui vise à révolutionner le diagnostic biologique grâce à la physique et à l'IA. Il a occupé des postes de direction dans des groupes internationaux comme Bureau Veritas et Hill+Knowlton Strategies (WPP), ainsi que dans des organisations internationales comme l'Union européenne de Radiotélévision. Il est coauteur de rapports sur la réindustrialisation de l'Europe, la souveraineté numérique et l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la réforme des traités et a contribué à plusieurs initiatives européennes comme le traité de Lisbonne, la démocratisation d'Erasmus, l'organisation du premier débat Eurovision des candidats à la présidence de la Commission européenne, la préparation de la feuille de route post-référendum britannique ou la régulation des plateformes numériques systémiques. Il est également à l'initiative de l'appel du 9 Mai 2016 « *feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne* » qui a donné lieu à la création du mouvement citoyen Civico Europa et à la consultation WeEuropeans qui a touché 38 millions de citoyens de 27 pays européens. Ancien professeur à HEC Paris, Sciences Po et au Collège d'Europe, il intervient à l'ESCP et est chroniqueur dans plusieurs médias et essayiste. Son dernier livre, *Fierté européenne*, manifeste pour une civilisation d'avenir (préface Jean-Claude Juncker), chroniqué par le philosophe Slavoj Žižek, était finaliste du prix européen du Livre 2022 face à M. d'Antonio Scurati. Diplômé d'HEC Paris, de Sciences Po Paris (MPA) et de la LSE (Master CEMS), il a créé le programme des European Young Leaders.

Piero Benassi

est un diplomate italien. Diplômé en sciences politiques de l'Université de Padoue, il a débuté son parcours diplomatique en 1984 au sein de la Direction générale des Affaires économiques du ministère des Affaires étrangères. Au fil de sa carrière, il a occupé plusieurs postes importants, tels que deuxième secrétaire commercial à La Havane, premier secrétaire à l'ambassade à Varsovie et premier conseiller à l'ambassade d'Italie à Berlin. Il a également été chef de cabinet du sous-secrétaire d'État et a servi en tant qu'ambassadeur en Tunisie de 2009 à 2013 et en Allemagne de 2014 à 2018. En 2018, il a été nommé conseiller diplomatique du président du Conseil des ministres, G. Conte, et en 2021, il est devenu secrétaire d'État chargé des services secrets dans le deuxième gouvernement de Conte. Il a été Représentant permanent auprès de l'Union européenne de 2021 à 2023.

Jean-Pierre Bourguignon

est mathématicien, actuellement professeur honoraire à l'Institut des Hautes Études Scientifiques de Bures-sur-Yvette et directeur de recherche émérite au CNRS. Il a présidé le Conseil Européen de la Recherche de 2014 à 2019, puis à titre intérimaire de juillet 2020 à août 2021. Il se distingue par son intérêt pour la politique scientifique et son soutien aux nouvelles générations, enrichi par une expérience internationale considérable, notamment avec la Chine et le Japon.

L'ambassadeur Philippe Étienne,

diplomate français de premier plan, il a joué un rôle crucial dans les relations européennes et internationales tout au long de sa carrière. Son parcours diplomatique est marqué par des postes d'ambassadeur de France en Roumanie, auprès de l'Union européenne, en Allemagne et aux États-Unis. Il a également été sherpa et conseiller diplomatique du Président français Emmanuel Macron de 2017 à 2019. Avec plus de 20 ans d'expérience dans les affaires européennes, dont 13 à la représentation permanente de la France à Bruxelles, il a joué un rôle déterminant dans l'élaboration des politiques de l'UE, occupant des postes variés allant de conseiller sur le marché intérieur et le droit de la concurrence à représentant permanent adjoint. Sa présidence du Coreper I en 2000 et sa nomination en tant que représentant permanent renforcent encore son statut de figure centrale de la diplomatie européenne.



Guillaume
Klossa



Piero
Benassi



Jean-Pierre
Bourguignon

Aart Jan de Geus,

titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Erasmus de Rotterdam, il a débuté sa carrière au Syndicat chrétien néerlandais (CNV) avant de devenir vice-président de l'organisation. Après avoir travaillé comme associé chez Boer & Croon, il a été nommé ministre des Affaires sociales et de l'Emploi sous le Premier ministre Balkenende en 2002, où il a piloté d'importantes réformes de la sécurité sociale, des retraites et du marché du travail. Devenu secrétaire général adjoint de l'OCDE en 2007, il a supervisé les réunions annuelles du Conseil ministériel et dirigé le projet « Making Reform Happen ». En 2012, il rejoint la Bertelsmann Stiftung en Allemagne en tant que Président-directeur général, se concentrant sur les projets socio-économiques et européens. De retour aux Pays-Bas en 2020, il devient président-directeur général de la Fondation Goldschmeding, axée sur les marchés du travail inclusifs, le travail durable et une économie humaine. Outre ses fonctions exécutives, il a été membre de divers conseils de surveillance et consultatifs, témoignant de son engagement envers le progrès social et économique.

Peter Grk,

depuis 2016, secrétaire général du Bled Strategic Forum et coordinateur national pour les Balkans occidentaux au ministère des Affaires étrangères de Slovénie. Avec plus de 20 ans d'expérience dans le service diplomatique, il a occupé des postes à Ankara, Copenhague et Bruxelles. Pendant la présidence slovène de l'UE en 2008, il a présidé le Comité pour les aspects civils de la gestion des crises. Il a également été affecté à New York en 2011 en tant que coordinateur politique à la Mission permanente de la Slovénie auprès de l'ONU et a servi comme conseiller au cabinet du ministre des Affaires étrangères de Slovénie de 2009 à 2011 et conseiller principal en politique étrangère au Premier ministre de Slovénie de 2013 à 2014. Diplômé en sciences politiques, sa carrière reflète un engagement profond envers le développement des politiques étrangères et la gestion des crises internationales.

Maria João Rodrigues,

ancienne ministre portugaise de l'Emploi sous le Premier ministre Antonio Guterres, politicienne européenne chevronnée ayant occupé des postes clés au sein de diverses institutions européennes. Ses fonctions ont inclus des rôles dans les présidences de l'UE, au Conseil, au Conseil européen, à la Commission européenne et, plus récemment, au Parlement européen en tant que vice-présidente du Groupe S&D. Elle a joué un rôle majeur dans plusieurs initiatives européennes clés telles que le Traité de Lisbonne, la stratégie de Lisbonne, Europe 2020, la réforme de la zone euro, l'interface avec les partenaires stratégiques de l'UE, la feuille de route pour l'avenir de l'UE, le socle européen des droits sociaux et les plans de réponse à la crise du COVID. Actuellement, elle est présidente du conseil consultatif de Re-imagina Europa, un groupe de réflexion basé à Bruxelles. Sur le plan académique, elle a été professeur de politiques économiques européennes à l'Institut d'études européennes – Université Libre de Bruxelles et à l'Institut universitaire de Lisbonne. Elle a également présidé le Conseil consultatif de la Commission européenne pour les sciences socio-économiques.

Grégoire Roos,

analyste géopolitique actuellement responsable du dialogue politique et de l'innovation politique à la Fondation BMW Herbert Quandt. À ce titre, il coordonne tous les programmes liés à l'Europe, en mettant l'accent sur la géopolitique, la transformation économique et la démocratie. Après avoir travaillé au Centre régional du PNUD pour l'Afrique, il a rejoint le secteur financier en tant qu'analyste principal des affaires et des marchés, se concentrant sur l'impact de la technologie et de la géopolitique sur les marchés et la société. M. Roos était chercheur invité à Globsec à l'automne 2020 en tant que récipiendaire de la bourse du Fonds Visegrad, est membre du réseau Transatlantic Leaders du Fonds Marshall allemand et officier de réserve au sein de la Marine française. Collaborateur de longue date du Symposium de Saint-Gall, il a mené régulièrement des entretiens approfondis avec des personnalités internationales du monde politique (Lech Walesa, Frederik de Klerk), de la défense (James Stavridis), du monde universitaire (Niall Ferguson) et de la science (Jane Goodall).



Philippe
Étienne



Aart
Jan de Geus



Peter
Grk



Maria
João Rodrigues



Grégoire
Roos

Annexe 4 - biographies des participants

Le professeur **Daniela Schwarzer**

est actuellement membre du conseil d'administration de la Bertelsmann Stiftung et occupe également le poste de professeur honoraire de sciences politiques à la Freie Universität Berlin. Jusqu'en avril 2023, elle était directrice exécutive des Open Society Foundations en Europe et en Asie centrale. Auparavant, de 2016 à 2021, elle a dirigé le Conseil allemand des relations extérieures. Elle a notamment fait partie de l'équipe de direction du German Marshall Fund des États-Unis de 2013 à 2016. De 2004 à 2013, elle a travaillé à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité (Stiftung Wissenschaft und Politik), dirigeant le département Europe, division de recherche à partir de 2008. Auparavant, de 1999 à 2004, elle a été rédactrice de la page d'opinion et correspondante en France du Financial Times Deutschland. Elle est reconnue comme experte des affaires internationales et européennes, avec un accent sur la géoéconomie, la politique étrangère, la démocratie et la dynamique de gouvernance. En 2023, elle a été co-rapporteur du groupe de travail sur la réforme de l'UE, convoqué par les gouvernements français et allemand. De plus, elle a été professeure invitée à la Harvard Kennedy School à l'automne 2022. Entre 2020 et 2022, elle a été conseillère spéciale de Josep Borrell, haut représentant de l'UE et vice-président de la Commission européenne. Elle a également fourni des services de conseil au Centre d'Analyse Stratégique du Premier ministre français et aux présidences française et polonaise de l'UE. Polish EU presidencies.

Erika Staël von Holstein,

directrice générale de Re-Imagine Europa (RIE), possède plus d'une décennie d'expérience dans l'établissement de liens entre science, société et politique. Elle est membre de PlusValue, une entreprise britannique spécialisée dans l'innovation sociale, et membre du conseil d'administration de Citizen Communication Platform, un projet suédois visant à améliorer la communication citoyenne. Elle soutient également les travaux de Luc Van den Brande, conseiller spécial du président Jean-Claude Juncker, sur la stratégie « Sensibilisation aux citoyens ». Jusqu'en septembre 2016, elle a présidé le conseil consultatif de REIsearch, une plateforme européenne à but non lucratif cofinancée par la Commission européenne. Cette initiative a démontré comment les outils et réseaux technologiques pouvaient aider les décideurs politiques à prendre des décisions fondées sur des données probantes dans l'intérêt de la société. De 2010 à 2015, elle a été directrice exécutive d'Atomium – Institut européen pour la science, les médias et la démocratie, en se concentrant sur des sujets tels que la recherche responsable et l'engagement citoyen. Elle est fréquemment intervenante et modératrice lors de conférences européennes, abordant des questions telles que la science dans la politique et l'engagement citoyen, y compris des événements au Parlement européen et à la Commission européenne.

Loukas Tsoukalis

est né à Athènes. Il a étudié l'économie et les relations internationales à l'Université de Manchester, au Collège d'Europe de Bruges et à l'Université d'Oxford, où il a obtenu son doctorat et a enseigné pendant de nombreuses années. Il est ensuite devenu professeur d'intégration européenne à l'Université d'Athènes et a été élu à la chaire Eleftherios Venizelos de l'Institut européen de la London School of Economics. Il a également longtemps dirigé le département d'économie du Collège d'Europe de Bruges. Il a été professeur invité à l'Institut universitaire européen de Florence, au King's College de Londres et à la Kennedy School de l'Université Harvard. Il a conseillé d'anciens présidents de la Commission européenne et du Conseil européen. Il est aujourd'hui professeur à l'École des affaires internationales de Paris (Sciences Po) et professeur émérite de l'Université d'Athènes. Il est également président de la Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère (ELIAMEP), le principal groupe de réflexion grec. Auteur de nombreux livres traduits dans plusieurs langues européennes, Oxford University Press a publié en 2021 un Festschrift en son honneur avec des contributions de personnalités éminentes du monde universitaire et politique à travers l'Europe. Son dernier livre, « Europe's Coming of Age », a été publié par Polity Press en 2023. Il est un intellectuel public européen actif.

António Vitorino

a siégé au Parlement portugais (1980-2007), où il a été président de la commission des affaires constitutionnelles (1985-1986) et de la commission des affaires européennes (2005-2006), et au sein du gouvernement portugais en tant que vice-premier ministre et ministre de la Défense (1995-1999). Il a également été commissaire européen chargé de la justice et des affaires intérieures de 1999 à 2004 et en tant que président des Libertés civiles et des affaires intérieures Commission du Parlement européen (1994-1995). En tant que représentant de la Commission européenne, il était membre du Praesidium de la Convention de la Charte des principes fondamentaux des droits humains (1999-2001), ainsi que de la Convention sur l'avenir de l'Europe qui a donné lieu au Traité constitutionnel (2002-2003). Il a également été directeur général de l'Organisation internationale des migrations (OIM) de 2018 à 2023. Il a été juge à la Cour constitutionnelle portugaise de 1989 à 1994 et est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université classique de Lisbonne en 1981 et une maîtrise en droit et sciences politiques en 1986.



Daniela Schwarzer



Erika Staël von Holstein



Loukas Tsoukalis



António Vitorino



Isabelle Négrier



Piotr Arak

Isabelle Négrier

est directrice générale d'EuropaNova, directrice opérationnelle du Conclave. Diplômée de Science Po et de l'ESCP Europe en administration de société, elle est Présidente fondatrice de l'association humanitaire européenne, COEUR, Citizen Open European for Ukraine Roofs. Directrice des relations publiques internationales d'EDF puis directrice de développement de Paris et Région IDF, elle a organisé le Prix Européen du Livre d'Économie et est lauréate du Concours "Re inventer Paris" sur une innovation bas carbone. Elle a été Référente "En marche" Allemagne Autriche de 2016 à 2020, nommée par E. Macron, administratrice de la Tour Eiffel, de l'Agence parisienne du Climat et de l'Agence des mobilités électriques.

Piotr Arak

est le directeur de l'Institut économique polonais, une organisation dédiée à l'analyse macroéconomique et aux politiques publiques. Avant de rejoindre l'Institut, il a travaillé chez Deloitte, Polityka Insight, et au Programme des Nations Unies pour le Développement, ainsi qu'au ministère de l'Administration et de la Numérisation et à la Chancellerie du Premier ministre de Pologne. Avec un doctorat en politique publique de l'Université de Varsovie, un troisième cycle en statistiques, et une maîtrise en politique sociale, en plus d'un MBA de la Varsovie School of Economics et de l'Université du Québec à Montréal, Arak apporte une expertise significative à son poste. Diplômé du programme pour cadres en Leading Economic Development de la Harvard Kennedy School, ses recherches couvrent la macroéconomie, le développement durable, et les indicateurs sociaux.

Jan Krzysztof Bielecki,

ancien Premier ministre de Pologne, il a joué un rôle central dans le secteur bancaire polonais en tant que président-directeur général de Pekao Bank SA de 2003 à 2010 et a été activement impliqué dans la politique et l'économie pendant plus de deux décennies. En tant que co-fondateur du Congrès libéral-démocrate et de l'Union pour la liberté, et directeur exécutif de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres, Bielecki a démontré un engagement constant envers les affaires culturelles et politiques. Sa contribution au Musée national et sa direction de l'Institut polonais des affaires internationales (PISM) soulignent son influence dans les cercles intellectuels et politiques. En 2010, il a été nommé par le Premier ministre Donald Tusk président du Conseil économique, fournissant des conseils indépendants et objectifs jusqu'en 2014. En janvier 2015, Bielecki a rejoint EY Pologne en tant que président du conseil consultatif des partenaires.



Jan Krzysztof Bielecki



Mário Centeno



Stefan Collignon



Nadia Crisan

Mário Centeno,

gouverneur de la Banque du Portugal et membre du Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne depuis juillet 2020, a eu une carrière distinguée qui a inclus la présidence de l'Eurogroupe et du Conseil des gouverneurs, du Mécanisme européen de stabilité, ainsi qu'une période en tant que ministre des Finances du Portugal. Avec un doctorat en économie de l'Université Harvard et une vaste expérience à la Banco de Portugal, où il a débuté sa carrière en 1993, Centeno a contribué de manière significative au domaine économique à travers plusieurs publications scientifiques.

Le professeur Stefan Collignon

est un économiste et universitaire renommé, avec une carrière qui l'a vu enseigner et rechercher à l'Université Chulalongkorn de Bangkok, à l'Institut européen de la London School of Economics, à l'Université Harvard, et à l'École d'études avancées Sant'Anna de Pise. Ses recherches se concentrent sur l'économie monétaire européenne et l'économie politique de l'intégration régionale, avec une contribution notable à la création de l'euro et à la politique économique européenne. Collignon a également publié plusieurs livres sur la transformation économique du Myanmar et travaille actuellement sur "The Political Economy of Freedom and Money".

Nadia Crisan

est la directrice exécutive de l'Institut Liechtenstein sur l'Autodétermination à l'École de politique publique et internationale de Princeton University. Elle a rejoint l'Institut en mars 2020 pour le diriger conjointement avec le professeur Andrew Moravcsik. Elle gère un portefeuille complet allant de la programmation de l'ILAD en menant et conseillant sur des projets substantiels à la recherche, la communication, le budget et la gestion financière - l'administration et les questions de personnel. Elle a lancé le Programme des associés en politique internationale, une initiative d'apprentissage expérientiel destinée aux étudiants de premier cycle qui envisagent une carrière dans la politique étrangère et les affaires internationales. Avant de rejoindre l'Université de Princeton, elle a travaillé pendant 13 ans en tant que vice-présidente senior des affaires gouvernementales internationales dans un important cabinet d'avocats américain, avec la responsabilité de négocier de grosses transactions et de fournir des conseils stratégiques à des investisseurs privés et publics à travers le monde. Elle était basée en Europe et aux États-Unis et son portefeuille principal incluait la technologie, l'énergie, l'agroalimentaire et la fabrication. Elle est également une ancienne diplomate ayant servi à Washington pendant 4 ans, se concentrant principalement sur les questions de sécurité transatlantique, d'investissement et de politique économique. Elle a obtenu son master à la Fletcher School of Law and Diplomacy et a enseigné les relations internationales aux États-Unis, en Europe et en Amérique du Sud. Elle est également analyste et commentatrice en politique étrangère, avec un accent particulier sur les affaires d'Europe centrale et orientale.

Samantha Cristoforetti

a obtenu son diplôme en 2001 de la Technische Universität München, en Allemagne, avec une maîtrise en ingénierie aérospatiale. En 2001, elle a été admise à l'Académie de l'armée de l'air italienne, où elle a acquis une licence en sciences aéronautiques. Elle a ensuite participé au programme conjoint Euro-NATO de formation de pilotes de chasse à la base aérienne de Sheppard, aux États-Unis, où elle a reçu ses qualifications de pilote de chasse en 2006. En mai 2009, elle a été sélectionnée comme astronaute par l'Agence spatiale européenne. En 2012, elle a été affectée en tant qu'ingénieur de vol sur le Soyouz TMA-15M, faisant partie de l'équipage de l'expédition 42/43 à la Station spatiale internationale, où elle a passé 200 jours en 2014-2015. Après son retour, elle a dirigé l'équipe de recherche étudiante de l'ESA, « *Spaceship EAC* », qui étudiait les technologies pour l'exploration lunaire, et a ensuite servi comme représentante de l'équipage dans la phase de développement de l'avant-poste cislunaire « *Gateway* ». En avril 2022, elle est retournée à l'ISS à bord d'un véhicule SpaceX Dragon dans le cadre de l'expédition 67/68. En juillet 2022, elle a effectué une sortie dans l'espace dans la combinaison russe Orlan pour soutenir la mise en service du bras robotique européen. En septembre 2022, elle a pris le commandement de l'ISS Expedition 68a.

Péter Csákai-Szóke

est un citoyen participant représentant la Conférence sur l'avenir de l'Europe, en particulier en tant qu'ambassadeur citoyen du Panel 4, « *L'UE dans le monde* ». Étudiant en médecine, Csákai-Szóke apporte aux discussions un point de vue unique et essentiel, mélangeant les subtilités des soins de santé et des connaissances médicales aux questions européennes plus larges. Sa participation est particulièrement cruciale dans une ère où les défis sanitaires mondiaux et le rôle de la diplomatie médicale sont prééminents pour l'Europe. À ce titre, Csákai-Szóke participe activement à l'élaboration de recommandations politiques et contribue aux dialogues qui considèrent l'intersection entre la santé et d'autres biens communs. Son travail au sein du Conclave témoigne de l'impact que les jeunes professionnels et étudiants peuvent avoir sur les forums décisionnels de haut niveau, en particulier pour relever des défis mondiaux complexes qui façonneront la vie des générations futures.

Eszter Dávida

est la directrice visionnaire du KÉK-Centre hongrois d'architecture contemporaine. Elle est à l'avant-garde de la création de villes durables et inclusives en Europe centrale. Son approche innovante de la planification urbaine basée sur les données et sa participation à la table ronde de haut niveau du nouveau Bauhaus européen la positionnent comme une figure clé de l'évolution des paysages urbains et du discours architectural européens. Son travail redéfinit non seulement les espaces urbains mais contribue également de manière significative au développement de l'urbanisme européen, en combinant pratiques architecturales contemporaines et principes de développement durable.

Annie De Clerck

est une éducatrice belge à la retraite avec une riche carrière dans l'enseignement primaire et l'administration scolaire. Elle a commencé par enseigner dans le primaire pendant une décennie avant de devenir directrice de diverses écoles primaires et de superviser ensuite une communauté scolaire de 27 écoles primaires. Ses 15 dernières années de carrière ont été consacrées à l'élaboration de politiques et à des rôles de soutien dans le domaine de l'éducation. En 2021, elle a été sélectionnée comme participante citoyenne à la Conférence sur l'avenir de l'Europe (CoFoE), où elle s'est engagée en tant que membre du panel citoyen 2 et ambassadrice du panel. L'accent mis sur la démocratie et la « participation citoyenne » dans le cadre du thème de la conférence a souligné son engagement à renforcer la coopération et le partage des responsabilités au sein de l'Union européenne. Ses compétences en gestion des processus de changement et sa capacité à connecter les gens, perfectionnées au cours de sa carrière active, ont été cruciales dans ses contributions à la CoFoE.

Marianne Dony

est professeur honoraire à l'Université libre de Bruxelles, à la fois dans la Faculté de droit et à l'Institut d'études européennes (IEE), où elle détient la Chaire Jean Monnet en droit de l'Union européenne. Ses fonctions précédentes comprennent celles de directrice, vice-présidente, et présidente de l'IEE, ainsi que présidente du Centre de droit européen. Elle est membre de l'Académie Royale de Belgique, spécifiquement de la Classe des Lettres et des Sciences morales et politiques. Le domaine de recherche initial de Dony était le contrôle des aides d'État, un domaine dans lequel elle est devenue l'une des principales spécialistes européennes, dès sa thèse de doctorat et en approfondissant son analyse au fil du temps. Elle a également mené des recherches approfondies sur le financement des services d'intérêt général, devenant son deuxième grand sujet de recherche. De plus, Dony a élargi ses intérêts de recherche pour inclure d'autres domaines, tels que les compétences de l'Union européenne, ses relations extérieures, et les développements institutionnels au sein de l'UE, les compétences of the European Union, its external relations, and institutional developments within the EU.



Samantha Cristoforetti



Péter Csákai-Szóke



Eszter Dávida



Annie De Clerck



Marianne Dony



Florian Drücke



Sorin Ducaru

Florian Drücke

est un avocat de formation, diplômé en Allemagne et en France, spécialisé dans l'industrie musicale depuis l'ère post-Napster. Il s'intéresse vivement à la dynamique disruptive des industries musicales et créatives, qu'il considère comme vitales pour l'économie européenne. Il a été activement impliqué dans plusieurs processus législatifs aux niveaux européen et allemand, en se concentrant sur le marché unique numérique, les réformes du droit d'auteur, et la responsabilité des intermédiaires. Parallèlement, il a contribué à des affaires devant les tribunaux centraux visant à améliorer le cadre juridique et à garantir la sécurité juridique. Profondément engagé dans le dialogue franco-allemand, il est co-président du Conseil culturel franco-allemand. Il s'intéresse vivement à l'éducation aux médias et à l'interaction des libertés civiles conflictuelles. Co-éditeur du célèbre « *Handbuch der Musikwirtschaft* » (Manuel de l'industrie musicale), il siège à plusieurs conseils d'administration et comités.

L'ambassadeur Sorin Ducaru

est Directeur du Centre satellitaire de l'Union européenne (Sat-Cen) depuis juin 2019. Il contribue de manière significative au développement et à la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE, se concentrant particulièrement sur la boussole stratégique de l'UE ces dernières années. Membre du Conseil européen des relations étrangères, du conseil d'administration des Amis de l'Europe, et conférencier invité de longue date au Collège européen de sécurité et de défense et au Collège de défense de l'OTAN. Auparavant, il a occupé le poste de secrétaire général adjoint de l'OTAN et chef de la division Défis de sécurité émergents de l'OTAN. Il a également été ambassadeur de Roumanie auprès de l'OTAN, des États-Unis, et de l'ONU à New York. Tout au long de sa carrière, tant dans son rôle actuel que dans ses fonctions antérieures à l'OTAN, il a été un fervent partisan des relations UE-OTAN. Il a joué un rôle clé dans l'élaboration, l'approbation (en 2016) et la mise en œuvre ultérieure de l'arrangement technique UE-OTAN sur la coopération en matière de cybersécurité. Il est titulaire de diplômes en électronique appliquée et en informatique (BS, Université polytechnique de Bucarest), en études européennes et internationales (M.Phil, Université d'Amsterdam), et en relations économiques internationales (Ph.D, Académie d'études économiques, Bucarest). Actif tant sur le plan intellectuel que professionnel, il explore l'impact de la technologie sur la politique et la sécurité mondiales.

Daniela Dumitru

a une formation remarquable en psychologie et en sociologie et a consacré deux décennies à travailler dans le domaine des ressources humaines pour des entreprises multinationales. Sa participation active en tant qu'ambassadrice citoyenne du Panel 1 à la Conférence sur l'avenir de l'Europe témoigne de son engagement pour la justice sociale, l'éducation, les échanges culturels et la transformation numérique au sein de l'UE. Ses propositions, incluant des idées pour un salaire minimum uniforme dans l'UE et une plateforme en ligne rendant l'éducation accessible à tous les citoyens européens, mettent en avant son dévouement à améliorer les conditions socio-économiques à travers l'Europe.

Le professeur David Farrell

occupe la chaire de politique à l'University College de Dublin et préside le Consortium européen pour la recherche politique, la principale association européenne de science politique. Expert en représentation, systèmes électoraux et partis politiques, ses publications récentes incluent « *The Oxford Handbook of Irish Politics* » (2021) et « *Deliberative Mini-Publics: Core Design Features* » (2021). Parmi ses autres œuvres marquantes, son livre primé « *Political Parties and Democratic Linkage: How Parties Organize Democracy* » (2011) se distingue. Ses travaux actuels sur les mini-publics délibératifs (DMP) comprennent la fourniture de conseils à divers processus DMP menés par les gouvernements en Irlande, au Royaume-Uni et en Belgique, ainsi que le soutien apporté au travail de l'un des panels de citoyens de l'UE lors de la récente conférence sur l'avenir de l'Europe.

Mariya Gabriel

est l'actuelle vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, ayant grandement contribué au paysage numérique européen. Diplômée en philologie bulgare et française de l'université Paisii Hilendarski de Plovdiv et titulaire d'un master en politique comparée et relations internationales de l'Académie doctorale de sciences politiques de Bordeaux, elle a été élue trois fois députée au Parlement européen (2009, 2014, 2019), participant activement aux travaux de diverses commissions. Vice-présidente du Groupe PPE au Parlement européen entre 2014 et 2017, elle a été deux fois lauréate du prix MEP of the Year. Elle a également occupé les postes de première vice-présidente du PPE et vice-présidente du PPE Femmes. Commissaire européenne chargée de l'économie et de la société numériques entre juillet 2017 et novembre 2019, ses domaines de travail comprenaient les compétences numériques, la stratégie européenne en matière d'intelligence artificielle et la lutte contre la désinformation. De décembre 2019 au 10 mai 2023, elle a été commissaire européenne à l'innovation, à la recherche, à la culture, à l'éducation et à la jeunesse, menant des programmes tels que Horizon Europe, Erasmus+ et Creative Europe vers un budget sans précédent pour 2021-2027, et lançant de nouvelles initiatives comme les alliances d'universités européennes et l'Année européenne de la jeunesse 2022.



Daniela Dumitru



David Farrell



Mariya Gabriel

Annexe 4 - biographies des participants

Anthony Gooch Galvez

a plus de 30 ans d'expérience en tant que haut fonctionnaire international. Ayant occupé pendant 15 ans le poste de directeur à l'OCDE, il s'est concentré sur l'élaboration de politiques stratégiques en réponse aux crises mondiales, notamment les réformes des normes fiscales internationales dans le cadre du mandat du G20 et a contribué à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique. Il a été un acteur clé dans la création de l'Indice du vivre mieux de l'OCDE et a joué un rôle important dans l'élargissement de l'OCDE à 38 pays. Il a aussi créé le Réseau parlementaire mondial de l'OCDE, favorisant la participation législative mondiale à la réforme fiscale et à l'intelligence artificielle. En tant que directeur du Forum de l'OCDE et de sa communauté en réseau, il a dirigé des initiatives promouvant l'engagement des parties prenantes et l'inclusion des jeunes. Auparavant, il a travaillé pendant 14 ans en tant que fonctionnaire de la Commission européenne, négociateur commercial et diplomate, coordonnant les négociations de l'ALE UE/Mexique, agissant comme porte-parole commercial de l'UE et conseillant le commissaire Pascal Lamy. Il a joué un rôle dans d'importantes négociations commerciales, notamment lors des réunions ministérielles de l'OMC, et a géré d'importants différends commerciaux. Titulaire d'un MA de l'Université de Cambridge, d'un diplôme de troisième cycle de Sciences Po et diplômé de l'IESE Business School.

Reiner Hoffman,

éminent dirigeant syndical allemand et défenseur du développement durable, a commencé sa carrière en 1972 au sein du Parti social-démocrate (SPD) et du syndicat IG Bergbau, Chemie, Energie (IG BCE). Après un apprentissage chez HOECHST AG et un service civil à la Clinique de Wuppertal, il a étudié l'économie à l'Université de Wuppertal. Il a ensuite travaillé à la Fondation Hans Böckler et est devenu plus tard directeur de l'Institut syndical européen (ETUI) et secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES) à Bruxelles. Avant d'être élu président du Deutscher Gewerkschaftsbund (DGB) de 2014 à 2022, il a été président de district de l'IG BCE à Düsseldorf. Actuellement, il est membre du Comité économique et social de Bruxelles, vice-président de la Fondation Friedrich Ebert et président du Conseil allemand pour le développement durable. Il occupe également le rôle d'ambassadeur des Objectifs de Développement Durable (ODD) pour le travail décent dans le monde, nommé par le ministre fédéral de la Coopération économique.

Sophie Javary

apporte plus de 30 ans d'expérience dans la banque d'investissement, ayant été impliquée dans un large éventail de transactions, notamment des privatisations, des marchés de capitaux propres, des fusions et acquisitions et des opérations de dette. Elle a débuté sa carrière chez Bank of America à Paris, puis a rejoint Rothschild en 1994 pour diriger les marchés de capitaux actions, devenant associée gérante en 2002 et dirigeant ABN AMRO Rothschild à Paris de 2001 à 2008, avant de devenir responsable de la restructuration européenne et co-responsable des conseils en matière de dette jusqu'en 2011. En 2011, elle a rejoint BNP Paribas en tant que banquière senior, supervisant ensuite toutes les activités de corporate finance dans la zone EMEA. Nommée Vice-Présidente CIB EMEA en 2018, elle se concentre désormais, en tant que sponsor exécutif, sur le conseil stratégique et le développement des activités de banque d'investissement. Elle a également été conseillère senior sur des transactions majeures comme la privatisation et l'introduction en bourse de La Française des Jeux et l'introduction en bourse d'OVHcloud. Elle est également Vice-présidente d'EuropaNova.

Ivan Krastev

est président du Centre pour les stratégies libérales et chercheur permanent à l'Institut des sciences humaines (IWM Vienne). Il est également membre fondateur du Conseil européen des relations étrangères et occupe des postes de membre du conseil d'administration de The International Crisis Group et en tant que membre du Conseil d'Administration de GLOBSEC. Ses rôles passés incluent celui de rédacteur d'opinion pour le New York Times de 2015 à 2021. Il est actuellement rédacteur en chef pour le Financial Times. En tant qu'auteur, il a écrit plusieurs ouvrages notables sur l'Europe et la démocratie, notamment *"Est-ce encore demain ? Comment la pandémie change l'Europe"* (2020) ; *"The Light that Failed: A Reckoning"* (2019), co-écrit avec Stephen Holmes, qui a remporté le 30e prix annuel Lionel Gelber ; *"Après l'Europe"* (2017) ; *"La démocratie perturbée. La politique mondiale en matière de protestation"* (2014) ; et *"Dans la méfiance, nous faisons confiance : la démocratie peut-elle survivre lorsque nous ne faisons pas confiance à nos dirigeants ?"* (2013). De plus, il a reçu le prix Jean Améry pour la rédaction d'essais européens en 2020.



Anthony
Gooch Galvez



Reiner
Hoffman



Sophie
Javary



Ivan
Krastev



Jörg
Kukies



Mikael
Leyi



Sven
Otto Littorin



André
Loesekrug-Pietri



Sofia
Moreira de Sousa



Stjepan
Orešković

Jörg Kukies

est secrétaire d'État à l'économie, aux finances et aux affaires européennes à la Chancellerie fédérale. Il est également Sherpa du G7/G20 pour le chancelier allemand Scholz. Auparavant, il était secrétaire d'État chargé de la politique des marchés financiers et de la politique européenne au ministère fédéral des Finances. Il a été co-directeur général de Goldman Sachs AG et directeur général de la succursale de Francfort de Goldman Sachs International de 2014 à 2018. Il a également occupé auparavant des postes au sein de l'équipe de développement de produits de Goldman Sachs International à Londres, dans la division actions pour l'Allemagne et l'Autriche à Francfort, et responsable des dérivés actions pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique chez Goldman Sachs International de 2011 à 2014. Il a étudié les sciences économiques à l'Université Panthéon-Sorbonne à Paris, est titulaire d'un Master en administration publique de la John F. Kennedy School of Government, Harvard University, et titulaire d'un doctorat en finance de la Graduate School of Business de l'Université de Chicago.

Mikael Leyi

est le secrétaire général de SOLIDAR, un réseau européen comprenant plus de 50 organisations progressistes de la société civile. Ces organisations se consacrent à promouvoir la justice sociale pour une transition vers une société plus durable, tant en Europe que dans le monde. En tant que politologue, il a travaillé sur les cinq continents avec divers groupes européens et internationaux, notamment des mouvements syndicaux et d'éducation populaire. Ses collaborations s'étendent à des institutions comme l'UE, l'OSCE et l'ONU. Son travail se concentre principalement sur le soutien à la démocratie, aux droits de l'homme, à la justice sociale, à la durabilité, à la participation des citoyens, à l'inclusion, à l'égalité, à la paix et au dialogue. Il possède une connaissance approfondie de la politique progressiste, de l'organisation, de la société civile, de la coopération internationale au développement ainsi que de la politique et des développements politiques de l'UE.

Sven Otto Littorin

est une figure accomplie de l'entrepreneuriat et de la politique publique européennes. Actuellement, en tant que président du White Pearl Technology Group, une agence internationale de transformation informatique cotée au Nasdaq First North à Stockholm, avec des bureaux dans 28 pays. Il a également été ministre suédois chargé de l'emploi et a contribué en tant que conseiller auprès du ministère du Travail et du Développement social à Riyad, en Arabie Saoudite, en développant et en mettant en œuvre une nouvelle stratégie du marché du travail alignée sur Vision 2030, une initiative de transformation visant à diversifier et renforcer l'économie saoudienne. Au-delà de ses rôles politiques et de direction, il occupe de nombreux postes au sein de conseils d'administration dans divers secteurs, allant de la banque d'affaires au développement immobilier, soulignant sa capacité à s'adapter et à contribuer de manière significative à un large éventail d'industries européennes.

André Loeseckrug-Pietri

est président et directeur scientifique de la Joint European Disruptive Initiative (JEDI), qui sert de précurseur à une ARPA européenne. Cette initiative rassemble plus de 5 000 scientifiques de premier plan, fondateurs de startups et industriels de 30 pays européens, dans le but d'accélérer le leadership du continent en matière d'innovations de rupture dans les domaines des technologies climatiques, des sciences de la vie, de l'espace et du numérique. De nationalité française et allemande, il a occupé des postes de direction dans le capital-investissement, l'industrie et en tant qu'entrepreneur. Il a également servi au sein du gouvernement en tant qu'ancien conseiller spécial du ministre français de la Défense. Il est reconnu comme un jeune leader mondial par le Forum économique mondial et comme l'un des 40under40 européens. Il a le grade de colonel de l'armée de l'air et de l'espace française et siège au conseil d'innovation de la conférence de sécurité de Munich, ainsi qu'au conseil consultatif du fonds de transformation de la Sarre, doté de 3 milliards d'euros.

Sofia Moreira de Sousa

est l'actuelle cheffe de la représentation de la Commission européenne au Portugal, nommée en septembre 2021. Avant cela, elle a occupé divers postes importants au sein de l'UE, notamment celui de cheffe adjointe de la délégation de l'UE en Afrique du Sud et conseillère principale auprès du Conseil européen secrétaire général adjoint de l'Union, se concentrant sur les négociations avec l'Iran et les relations de l'UE avec les partenaires orientaux. Elle a contribué aux relations de l'UE avec la Russie et l'Ukraine et a participé à la médiation de la révolution orange ukrainienne tout en travaillant avec le haut représentant de l'UE Javier Solana. Elle est titulaire d'un diplôme en droit du Portugal et d'un LL.M. en droit international et relations internationales de l'Université de Hambourg, en Allemagne.

Stjepan Orešković

est un scientifique et entrepreneur qui se consacre à combiner les valeurs positives des deux domaines. M+ Group, une société cotée en bourse (MRUL) dont il est actionnaire majoritaire, est devenu l'un des principaux acteurs européens de l'industrie CX avec plus de 13 600 employés sur 62 marchés dans le monde en seulement cinq ans. Le groupe a été récompensé par le prix Frost & Sullivan de l'entreprise entrepreneuriale européenne de l'année 2022 en tant que leader dans la promotion et la mise en œuvre des objectifs de développement durable ESG. Il a récemment reçu le prestigieux prix Nikola Tesla de Transparency International pour les affaires éthiques. Il est membre de l'Académie européenne des sciences et des arts. Il a été chercheur principal ou directeur de projets de recherche à la Harvard Medical School, à la London School of Economics - LSE Health, à l'Université Bocconi, à l'Université de Trieste et à l'Université de Ljubljana. Il est actuellement le chercheur principal du projet Global GRAND de Pfizer (2018-2023), qui implique des équipes de recherche de la Harvard Medical School - Massachusetts General Hospital, de Ljubljana et de la Zagreb School of Medicine.

Annexe 4 - biographies des participants

Fabrizio Pagani

est actuellement conseiller principal chez Vitale & Co., un cabinet de conseil financier, et responsable mondial de l'économie et de la stratégie des marchés des capitaux chez Muzinich & Co., un fonds new-yorkais. Ses fonctions précédentes incluent celle de chef de cabinet du ministre italien de l'Économie et des Finances et de conseiller économique auprès du Premier ministre italien. À ces titres, il s'est concentré sur les politiques économiques liées au budget, à la dette publique, à la fiscalité, à la compétitivité nationale, aux investissements étrangers, à la réforme du marché des capitaux et à la réforme du système bancaire. Il a également joué un rôle important dans les affaires européennes, en préparant les réunions du Conseil européen et en participant aux sessions Ecofin. Il était un Sherpa du G20, dirigeant la délégation italienne lors des réunions du G20. Entre 2008 et 2013, il a dirigé le bureau Sherpa de l'OCDE à Paris pendant la Grande crise financière, représentant l'organisation aux sommets du G20 et du G8. Il a occupé diverses fonctions au sein du gouvernement italien et d'organisations économiques internationales, notamment au ministère des Affaires européennes. Il a siégé aux conseils d'administration de plusieurs sociétés, notamment en tant que membre du conseil d'administration et président du conseil consultatif d'ENI. Il est professeur à Sciences Po Paris et président du comité consultatif du laboratoire PNRR de l'université Bocconi de Milan. Il dirige également la Fondation Fondazione M&M, un groupe de réflexion axé sur les politiques publiques. M&M Foundation, a think tank focusing on public policies.

Karin Roelofs

est professeure de psychopathologie expérimentale à l'Université Radboud de Nimègue, aux Pays-Bas. Elle préside le groupe "Psychopathologie expérimentale et neurosciences affectives" du Centre de Neuroimagerie Cognitive Donders. Elle est membre de l'Académie royale des arts et des sciences des Pays-Bas et de l'Academia Europaea. En outre, elle occupe le poste de vice-président de l'Association for ERC Grantees et préside l'International Resilience Alliance. Elle a reçu plusieurs prix pour ses recherches sur la résilience au stress. Elle a reçu une subvention de démarrage ERC (NEURODEFENSE) et une subvention de consolidation ERC (DARE2APPROACH) du Conseil européen de la recherche. Du Conseil néerlandais de la recherche, elle a reçu des bourses VENI, VIDI, VICI et Open Competition. Son implication s'étend à plusieurs consortiums de recherche, dont le consortium européen Horizon2020 (DYNAMORE) et le consortium NWO-Crossover (NTENSE). En 2020, elle a reçu le prix Evens Science, une reconnaissance internationale pour ses contributions au domaine de la recherche sur la résilience au stress en neurosciences cognitives ayant une pertinence sociétale.

Oliver Röpke

a été élu président du CESE en avril 2023. Membre du CESE depuis 2009, il a été président du groupe des travailleurs du CESE, membre du bureau du CESE et rapporteur de nombreuses résolutions et avis du CESE sur l'emploi et la politique sociale, le marché unique et l'innovation. Avant d'exercer ses fonctions au CESE, il a dirigé le bureau de Bruxelles de la Fédération autrichienne des syndicats (ÖGB) et a occupé plusieurs postes de direction, notamment celui de représentant de l'ÖGB auprès des institutions européennes, du comité exécutif de la CES et de membre consultatif du Conseil exécutif fédéral de l'ÖGB. Sa formation juridique, avec un diplôme en droit de l'Université de Vienne, a été cruciale dans ses rôles consultatifs et ses efforts d'élaboration de politiques.

Jochen Sandig,

entrepreneur culturel renommé et fondateur de plusieurs institutions artistiques berlinoises, a lancé le Tacheles Art Center en 1990, une plaque tournante regroupant plus de 100 artistes internationaux. En 1993, il cofonde Sasha Waltz & Guest, contribuant ainsi de manière significative à la danse. Il a créé Sophiensæle en 1996, une salle de danse et de théâtre indépendante à Berlin, et en a été le directeur jusqu'en 1999. Il a été l'un des directeurs artistiques de la Schaubühne am Lehniner Platz de 2000 à 2004. En 2006, il cofonde Radialsystem Berlin, un incubateur artistique et scientifique. En 2012, il met en scène "Human Requiem", interprétant "Ein Deutsches Requiem" de Johannes Brahms, récompensé par le "Classical Next Innovation Award 2016". Il a cofondé le Forum humain mondial à Delphes, en Grèce, en 2017, et depuis 2020, il est l'intendant du Festival de Ludwigsburg, mettant l'accent sur les arts, la démocratie et la durabilité. En 2022, il reçoit la Croix du Mérite de la République fédérale d'Allemagne.



Fabrizio Pagani



Karin Roelofs



Oliver Röpke



Jochen Sandig



Iva Tolić



Daniel Traça

Iva Tolić

est professeur de biologie et chef principal titulaire d'un groupe de recherche à l'Institut Ruđer Bošković de Zagreb. Elle a obtenu son diplôme en biologie moléculaire à l'Université de Zagreb et a complété son doctorat en mécanique cellulaire à l'Université Harvard. Ses recherches postdoctorales en biophysique cellulaire ont été menées à l'Institut Niels Bohr de Copenhague et à l'Université de Florence. Tolić a dirigé un groupe de recherche à l'Institut Max Planck de biologie cellulaire moléculaire et de génétique à Dresde de 2004 à 2014, avant de retourner à Zagreb en 2015. Ses recherches se spécialisent dans la biophysique de la division cellulaire, en se concentrant sur la manière dont les cellules mères divisent leur génome en cellules filles et sur les erreurs associées dans les cellules cancéreuses. Tolić a reçu de prestigieuses subventions du Conseil européen de la recherche (ERC), notamment les subventions ERC Consolidator et ERC Synergy. Elle est membre de l'Academia Europaea et de l'Organisation européenne de biologie moléculaire (EMBO), et membre associé de l'Académie croate des sciences et des arts. Honorée par la revue Cell comme l'un des "40 under 40" scientifiques mondiaux, ses prix incluent le prix Ignaz Lieben, le prix EBSA Young Investigators' Médaille et prix, le Prix européen des sciences de la vie du chercheur de l'année, le Prix croate des femmes d'influence et le Prix national des sciences de Croatie.

Daniel Traça

est un économiste portugais estimé, actuellement Professeur titulaire d'économie à la Nova School of Business et d'économie à Lisbonne et professeur invité à l'INSEAD, Singapour. Il a été doyen de la Nova School de 2015 à 2023, où il a mené avec succès une campagne de collecte de fonds pour un nouveau campus et a considérablement amélioré le classement international de l'école. Titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Columbia, ses orientations académiques couvrent le développement économique et le développement durable. De plus, il occupe un rôle de membre non exécutif du conseil d'administration de Banco Santander Totta SA. Ses contributions professionnelles comprennent de nombreuses publications sur le développement économique, le commerce et la corruption, renforçant sa position en tant que figure respectée tant dans le monde universitaire que financier.

Jean-François van Boxmeer

occupe le poste de président de Vodafone Group et est également président de la Table ronde européenne de l'industrie (ERT). Il a initialement rejoint ERT en 2005, en a été vice-président de 2016 à mi-2020 et est devenu président en mai 2022. De plus, il est président du comité des nominations de Vodafone et membre du comité ESG. Avant ces fonctions, il a été président du conseil d'administration et directeur général de Heineken NV de 2005 à 2020. Sa carrière chez Heineken NV a débuté en 1984 aux Pays-Bas. En 1987, il s'installe en Afrique pour occuper des postes de vente et de marketing, d'abord au Rwanda puis en République démocratique du Congo (RDC). Il revient en Europe en 1996 en tant que président et directeur général de Zywiec SA en Pologne et est nommé directeur général de Heineken Italia en 2000. En 2001, il rejoint le conseil d'administration du groupe Heineken, assumant la responsabilité mondiale de la chaîne d'approvisionnement et des services techniques, ainsi que la supervision des opérations en Europe du Nord-Ouest, en Afrique subsaharienne et en Europe centrale et orientale. Devenu président du conseil d'administration et directeur général en 2005, il a dirigé Heineken à travers une période de croissance substantielle, faisant d'elle le brasseur le plus diversifié géographiquement au monde, le plus grand d'Europe et le deuxième au monde.

Le professeur Agnieszka Wykowska

dirige l'unité « *Cognition sociale dans l'interaction homme-robot* » à l'Institut italien de technologie de Gênes, en Italie. Ses recherches sont spécialisées dans la robotique et l'IA centrées sur l'humain, avec un accent sur les applications dans le domaine des soins de santé. De plus, elle joue un rôle consultatif dans la politique scientifique et la prise de décision européennes. Elle est déléguée au Forum de l'Espace européen de la recherche (ERA) et est impliquée dans la Coalition for Advancing Research Assessment (CoARA), contribuant ainsi à mieux comprendre l'impact sociétal de la science. Sa formation universitaire comprend les neurosciences cognitives de l'Université Ludwig Maximilian de Munich et la philosophie de l'Université Jagellonne de Cracovie. Elle est titulaire d'un doctorat en psychologie et a reçu une bourse ERC Starting en 2016 pour ses travaux sur l'interaction homme-robot. Elle est rédactrice en chef de l'International Journal of Social Robotics et présidente de la Société européenne pour les neurosciences cognitives et affectives (ESCAN), occupant également un poste au conseil d'administration de l'Association des boursiers ERC.

Malte Tim Zabel

est co-directeur du programme pour l'avenir de l'Europe à la Bertelsmann Stiftung, qui se concentre sur les projets liés à la souveraineté de l'UE, à un marché intérieur cohérent et à la compréhension de l'opinion publique européenne. Avant d'assumer ces fonctions mi-2021, il a dirigé le bureau du conseil d'administration et de surveillance de la Bertelsmann Stiftung, conseillant le PDG sur les questions stratégiques. Il a également été conseiller d'un membre du Bundestag allemand pendant plus de trois ans et demi. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Bonn, où ses recherches étaient centrées sur le développement de l'euro-scepticisme dans le contexte de l'intégration européenne et de la politisation croissante de l'UE.



Jean-François
van Boxmeer



Agnieszka
Wykowska



Malte
Tim Zabel

Intervenants à la conférence publique Internationale du Conclave

Dr. **Rukiya Bakari**, ressortissante sénégalaise née au Kenya, est actuellement associée à l'Institut Gorée, basé à Dakar, au Sénégal, en tant que spécialiste du genre, de la paix et de la sécurité. Son rôle implique la coordination de projets visant à habiliter les féministes et les organisations féminines à renforcer leur action. Elle a également participé à des activités de médiation pour la paix et de résolution de conflits aux niveaux national et continental en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Elle a achevé son doctorat en études mondiales, se spécialisant sur les femmes, la paix et la sécurité, à l'Université de Leipzig, en Allemagne. Ses centres d'intérêt se concentrent sur le genre et le développement, notamment sur la promotion d'une participation égale des femmes et des jeunes dans les économies durables. Elle participe actuellement à des recherches explorant les dynamiques et rôles variés du partenariat UA-UE, ainsi que son impact sur la stabilité, la paix et la sécurité dans la région du Sahel.

L'ambassadeur **Pedro Miguel da Costa e Silva** est le chef de la mission du Brésil auprès de l'Union européenne depuis août 2022. Diplômé de l'Universidade Nova de Lisboa avec une licence en histoire, il a entamé sa carrière diplomatique à l'Institut Rio Branco, l'académie diplomatique du Brésil, en 1991. Au début de sa carrière, il a occupé des postes à la Division du commerce extérieur et des produits manufacturés et effectué des stages à l'ambassade du Brésil à Caracas et à la mission du Brésil auprès des Nations Unies à New York. De 1996 à 2000, il a travaillé à Genève, se concentrant sur des questions relatives à l'OMC et à la CNUCED, et a occupé des postes clés au sein de l'OMC. Entre 2000 et 2005, il a dirigé des sections dans les ambassades du Brésil à Santiago et à La Paz. En 2005, il a défendu une thèse sur « *Petrobras en Bolivie* » à l'Institut Rio Branco. Après avoir exercé des fonctions au Bureau consultatif spécial de la présidence et en tant que ministre-conseiller à Madrid et à Ottawa, il est retourné au ministère des Affaires étrangères du Brésil en 2016. Il a été secrétaire des négociations bilatérales et régionales dans les Amériques de 2019 à 2022, coordonnant également la participation du Brésil dans le MERCOSUR et l'Organisation du Traité de Coopération amazonienne.

L'ambassadeur **Anthony Gardner**

a marqué de son empreinte le domaine des relations internationales, notamment par le renforcement des liens transatlantiques. Il a servi en tant qu'ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne (2014-2017), jouant un rôle clé dans les négociations d'un accord de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement et du Privacy Shield, le cadre juridique permettant le transfert de données personnelles de l'Europe vers les États-Unis. Il a été déterminant dans la modification de la législation américaine sur la protection de la vie privée, accordant aux citoyens européens plus de droits pour protéger leurs intérêts en matière de vie privée devant les tribunaux fédéraux américains. Après sa remarquable carrière diplomatique, il s'est dirigé vers le monde de la finance, où il est actuellement directeur associé chez Brookfield Asset Management. Il occupe aussi un rôle de conseiller principal au Brunswick Group, un groupe mondial de premier plan en matière de communications et d'affaires publiques, et sert de vice-président du conseil d'administration d'Iberdrola, une importante société mondiale de services publics, démontrant ainsi l'étendue de ses compétences en finance et en commerce international. Gardner est l'auteur de « *Stars with Stripes: The Essential Partnership between the European Union and the United States* », publié par Palgrave MacMillan en 2020, acclamé comme l'un des meilleurs livres de politique étrangère de 2020 par Foreign Affairs, offrant une analyse approfondie du partenariat UE-États-Unis et soulignant son importance cruciale pour la politique et l'économie mondiales.

Maja Piscevic

est chercheuse principale au Conseil atlantique et représente le Conseil atlantique dans les Balkans occidentaux. Auparavant, elle était vice-présidente de l'EastWest Institute de New York, où elle a conçu le programme en cours Dialogues balkaniques, axé sur la promotion d'un dialogue constructif entre les experts et les décideurs politiques des Balkans occidentaux, de l'UE et des États-Unis, dans le but de promouvoir la démocratie, l'État de droit et des solutions durables aux conflits dans les Balkans. Avocate de formation, elle est reconnue comme l'une des principales défenseuses de l'intégration économique et de la stabilité politique dans les Balkans occidentaux. En 2012, elle a obtenu son diplôme du programme de l'Université de Stanford sur le développement, l'état de droit et la démocratie, présidé par le professeur Francis Fukuyama. Elle a reçu plusieurs certificats d'appréciation et distinctions méritoires du Département d'État américain et de l'USAID.

Trisha Shetty

est une défenseuse indienne des droits humains et la fondatrice de SheSays, une ONG dirigée par des jeunes qui s'attaque à la violence sexiste par le biais de réformes législatives. Elle est actuellement présidente du comité directeur du Forum de Paris sur la paix. Elle fait partie du comité consultatif de haut niveau qui a contribué à la rédaction du rapport de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité d'Olof Palme, axé sur la sécurité commune. Elle est commissaire à la santé pour la Commission Lancet-Chatham House, travaillant à améliorer la santé de la population après le COVID, et fait partie du Conseil consultatif mondial d'Unleash, la plus grande plateforme d'incubation de jeunes pour les ODD. Elle a été boursière Obama à l'Université de Columbia, a été nommée Femme de l'année par Vogue et est conférencière TED.



Rukiya Bakari



Pedro Miguel da Costa e Silva



Anthony Gardner



Maja Piscevic



Trisha Shetty

Partenaires du CONCLAVE



Le Conclave est un nouveau rendez-vous annuel de référence pour discuter de l'avenir de l'Europe. Il est ouvert à tout partenaire qui souhaite soutenir le projet européen et accompagner son adaptation aux nouveaux défis globaux.

Notre approche transdisciplinaire unique nous permet de formuler une stratégie complète pour l'avenir de l'Union européenne. Notre premier rapport témoigne ainsi de notre engagement à aider l'UE à passer d'une réaction aux crises et à devenir une force mondiale proactive.

Nous vous invitons à devenir partenaire du prochain Conclave, une occasion unique de participer à l'élaboration de l'agenda stratégique de l'Europe. En rejoignant notre communauté de partenaires,

vous contribuerez à un dialogue plus riche et plus inclusif qui reflète les diverses perspectives nécessaires pour développer une vision européenne forte et dynamique.

Votre partenariat lors du prochain Conclave est l'occasion d'influencer l'avenir de l'Europe et de faire en sorte que l'UE reste un acteur central sur la scène mondiale, capable de relever les défis et de saisir les opportunités de notre époque.

Ne manquez pas cette opportunité de contribuer à une Europe proactive, visionnaire et tournée vers ses citoyens. Rejoignez-nous en tant que partenaire du Conclave et aidons ensemble à façonner l'avenir de l'Europe.

CONCLAVE

Organisé par EUROPA NOVA

europanova.eu

CONCLAVE

24/26

Novembre 2023
Cascais, Portugal